

Le Messager

A l'écoute du peuple

Fondateur : Pius N. NJAWE - Directeur de la Publication : Alex Gustave AZEBAZE

N° 5030 DU JEUDI 15 MARS 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien



Viré du gouvernement

Le cas Mebe Ngo'o préoccupe Motaze



• *Le ministre des Finances et chef de la délégation permanente du Rdpc pour le Dja et Lobo a tenté de relativiser le limogeage de l'ancien ministre des Transports par Paul Biya*

Nos informations en page 4

**Incidents des étrangers
Les Etats-Unis
mettent en garde
leurs citoyens**

• *Ils appellent les occidentaux résidant à Yaoundé à être plus vigilants*

P.4

**Opération Epervier
Les conseils
d'Atangana Mebara
aux personnes visées**

• *L'ex Sgpr les prévient de ce qui pourrait leur être utile s'ils sont derrière les barreaux*

P.9

**Programme présidentiel
Bernard Njonga
dévoile ses
40 mesures**

P.4

• *Le président du Crac compte réorganiser le Cameroun en 5 régions, correspondant aux 5 zones agro-écologiques que compte le pays*

Les confessions de Victor Fotso

• *Annoncé il y a quelque temps très mal en point, le milliardaire est réapparu à l'occasion d'une cérémonie à Bandjoun. Il s'est expliqué sur sa santé. Et sa vision du développement local*

P.7



Papyrus

ALAIN NJIPOU

Bruits de bottes à la Sonacam

Ils n'en finissent plus de ronger leur frein. Les artistes musiciens, auteurs-compositeurs et éditeurs de musique caressent, depuis belles lurettes, l'espoir de palper des espèces sonnantes et trébuchantes, depuis les travaux de l'Assemblée générale constitutive tenus à Yaoundé, le 9 septembre 2017, sur les hauteurs du Mont Nkolnyada. De ce conclave est sorti des fonts baptismaux, un nouvel organe en charge de collecter et de redistribuer le droit d'auteurs pour les artistes de l'art musical. La société nationale camerounaise de l'art musical (Sonacam) a vu ainsi le jour au terme de plusieurs concilia-bules ayant débouché sur la mise sur pied d'un conseil d'administration riche de 41 membres. Au poste de président du Conseil d'administration, Sam fan Thomas qui conduit le bureau de ce conseil.

Tout semblait aller comme sur des roulettes, avec la tenue de plusieurs sessions ayant abouti à l'élaboration d'un organigramme, un budget, une feuille de route et à la désignation d'un directeur général de la Sonacam après appel d'offre et dépouillement des candidatures par un comité constitué d'experts non membres de la Sonacam. Entre temps, une discorde a alimenté la chronique à la Sonacam au sujet des statuts. Raymond Tchengang, un des administrateurs, après avoir longtemps revendiqué en vain ces documents, il s'est résolu à traîner Sam fan Thomas et son staff devant les tribunaux. Des procédures judiciaires ont été enclenchées pour contraindre le Pca à fournir ces statuts au requérant. Entre temps, la Sonacam ficelle dans l'ombre son dossier de demande d'agrément auprès des équipes techniques du ministère des Arts et de la culture.

Raymond Tchengang, encore lui, monte à nouveau au créneau pour interpeller le patron des arts, le ministre Narcisse Mouelle Kombi afin qu'il s'abstienne d'accorder un agrément à la Sonacam au motif que le Pca a falsifié les statuts. Ceux adoptés en assemblée constitutive n'étant pas conformes à ceux déposés chez le notaire, Me Ondo Menye par le Pca, seul signataire de l'exploit d'huissier. Suffisant pour le mécène, non moins producteur de musique, Raymond Tchengang d'assigner à nouveau le Pca de la Sonacam, Sam Fan Thomas et le notaire Me Xavier Ondo Menye, tous accusés d'avoir falsifié les statuts, au tribunal. On en était là lorsque le ministre des Arts et de la culture accorde le précieux sésame à la Sonacam, qui est désormais bénéficiaire d'un agrément d'une durée de 10 ans, malgré la mise en garde d'un administrateur de la Sonacam.

Dès lors l'espoir renaît chez les artistes musiciens avant le désen-

chantement. Ces créateurs d'œuvre de l'esprit de la catégorie B réservée à l'art musical, scrutent en vain le ciel, dans l'espoir perdu, de voir poindre à l'horizon les signaux majeurs d'une éventuelle répartition au titre du droit d'auteurs. Même le communiqué radio-presse du directeur général de la Sonacam, rendu public le 18 février 2018, invitant auteurs compositeurs, éditeurs de musique à se faire identifier, munis des pièces justificatives, en prélude aux répartitions, dans un délai de trente jours, n'est plus de nature à rassurer ces créateurs. Entretemps, le Comité de surveillance, mis sur pied par les ayants droits de la Sonacam lors de sa création est entré en scène. Ndedi Eyango, président dudit comité, le président de la Commission de contrôle des organismes de gestion collective (Cocog) et le bureau du Conseil d'administration de la Sonacam tiennent une réunion destinée à aplanir quelques différends.

Notamment la falsification des statuts, la non-communication des statuts, du règlement général, du code électoral, le non-respect des closes consensuelles concernant la composition des commissions, le non-respect de l'organigramme. A la fin des travaux, un communiqué a été paraphé par le président du Comité de surveillance et le Pca s'est abstenu d'apposer sa griffe sur ledit document. Dans la foulée, une autre concertation regroupe le mardi 6 mars 2018, le Comité de surveillance, le président de la Cocog, Effoudou Mpande Gilles-Serge, et les dirigeants de la Sonacam. La relecture des textes organiques régissant le fonctionnement de cet Ogc, la production d'un rapport de travaux, l'élaboration d'un texte particulier régissant le fonctionnement de la mutuelle d'action sociale et culturelle étaient entre autres, au menu. Un groupe de travail mis sur pied pour produire une mouture des textes organiques sur la supervision de la Cocog laquelle doit être présentée en Assemblée générale extraordinaire avant la fin de l'année.

Dans l'intervalle, des concertations sont en cours à Douala et Yaoundé avec des ayants droits, qui donnent leurs avis, font des suggestions en ce qui concerne la gestion de leurs droits. Selon certaines indiscretions glanées ça et là, ces rencontres sont préparatoires, à la tenue d'une probable assemblée générale, qui viendra réconcilier les artistes. D'un côté les partisans de la fusion Cmc-Socam, les thuriféraires de la Sonacam et d'autres artistes non alignés ou appartenant à diverses structures associatives ou syndicales. Autant dire que les prochains jours pourraient être convulsifs à la Sonacam où l'on parle sous cape de couper des têtes...

LE MESSAGER
A l'écoute du peuple
Fondé le 17 novembre 1979
Édité par Free Media Group

Le Messenger

Agence Centre-Sud-Est
Yaoundé (Montée Anne Rouge)
BP 7915 Yaoundé - Cameroun
Tél. / Fax. (237) 22 23 78 01

Direction - Rédaction centrale
Administration - Commercial
Douala (Rue des écoles)
Entre Carrefour Idéal et Camtel Akwa
BP 5925 Douala - Cameroun
Tél. (237) 33 42 04 39 / 33 05 91 54
Courriel: www.lemessenger@lemessenger.net
Site web: www.quotidienlemessenger.net

Agence Ouest - Nord-Ouest
Bafoussam (Carrefour Madelon)
Tél. (237) 33 44 18 42

Fondateur
Pius N. NJAWE

Gérant
Rodrigue N. TANENDJIO
Directeur de la publication
Alex Gustave AZEBAZE

Assistante du Dp
Covinetta MBOULINO

Secrétaire Général de la Rédaction
Jacques DOO BELL

Rédacteur en Chef Délégué
Blaise-Pascal DASSIE

Rédacteur en Chef Délégué (Yaoundé)
Jean François CHANNON

Conseillers à la Direction de Publication

Edouard KINGUE
Souley ONOHILO
Chroniqueurs
Jacques DOO BELL
Edouard KINGUE
Pr Shanda TONME
Alain NJIPOU

Coordonnateur de la Rédaction
Christian TCHAPMI (Yaoundé)

Grands reporters
Alain NJIPOU
Joseph OLINGA

Chefs de Service
Politique : Jean François CHANNON
Société : Nadège Christelle BOWA
Culture : Adéline TCHOUAKAK
Sports : Christian TCHAPMI

Rédaction générale
ENAOU mè NGAMA
Martyse SIBATCHEU
ESSOMBA Franck
Edouard KINGUE
Jean François CHANNON
Blaise-Pascal DASSIE
Souley ONOHILO
Nadège Christelle BOWA
Christian TCHAPMI
Joseph OLINGA
Adéline TCHOUAKAK
Marie-Louise MAMGUE
Blanchard BIHEL
Achille KAMGA
Donat SUFFO

Agence Yaoundé
Jean André MOMO (chef)
Micheline SEUKOU

Agence Ouest et Nord-Ouest
Joseph OLINGA (chef)
Donat SUFFO

Correspondants
Est : Ange-Gabriel OLINGA A.
Sud: Jacques Pierre SEH

Commercial
Jean André MOMO (chef)
Thérèse Grâce NGWETH

Comptabilité
Martin MAOUG (chef)
Bruno DJOMSEU

Service Abonnement
Sandrine FOTSO épouse NDJEBET

Atelier Technique
Rodrigue KALEUMENI (chef)
Paul NKOT
Julie MATECK

Production
Jean NGUEMENI (chef)
Marcelin NJIFON

Relecture
Nicolas EPANDA

Impression
Distribution

Le Prince FOGUE
(stagiaire)

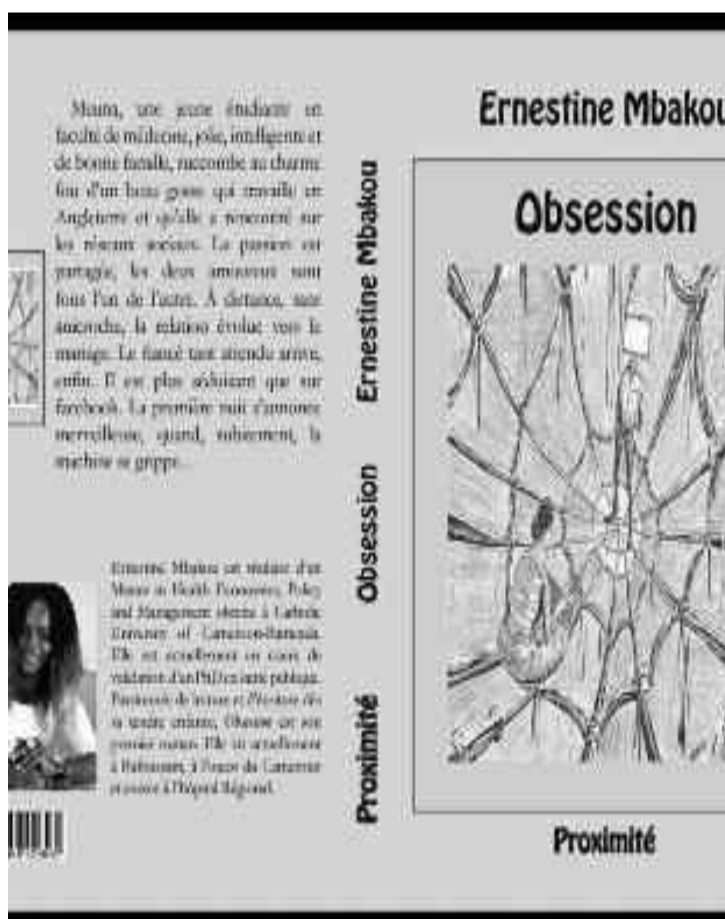
Belles Lettres

L'«Obsession» d'Ernestine Mbakou

« Obsession » c'est le premier roman d'Ernestine Mbakou, paru aux éditions Proximité, Yaoundé, janvier 2018. C'est pour informer le grand public de son entrée dans la littérature camerounaise, que l'auteure a organisé mardi dernier, une soirée de dédicace de son premier ouvrage, à l'Institut français du Cameroun, à Douala.

La bibliothèque de l'Institut français du Cameroun à Douala, était quasi pleine mardi dernier, à l'occasion de la dédicace du roman baptisé « Obsession », paru aux éditions Proximité. Premier ouvrage de la jeune écrivaine Ernestine Mbakou, il met en scène une histoire d'amour entre Meuna (l'héroïne), une étudiante en médecine et Alain, un Camerounais expatrié en Angleterre. L'histoire qui débute par une rencontre sur Facebook, se déroule plutôt bien entre les deux amoureux, qui projettent même de se marier. Malheureusement, au retour d'Alain, le « parfait amour » se transforme en déception de la fille d'une part, et obsession du garçon d'autre part. Ce dernier qui finira dans un asile psychiatrique, car souffrant de troubles bipolaires.

Malgré des similitudes évi-



dentes entre son héroïne et elle (la médecine, la jeunesse, la résidence à Bafoussam, l'amour des réseaux sociaux...), Ernestine Mbakou refuse de voir en « Obsession » son histoire personnelle, et reste dans la logique du roman comme une fiction. Se réclamant réaliste, elle allie dans un vocabulaire simple, l'éthique et l'esthétique car dit-elle, il faut susciter chez les uns et les autres l'envie de lire, et faciliter la compréh-

sion de son roman. Des caractéristiques qui ont bien sûr intéressé les éditions Proximité, comme l'affirme son directeur. François Nkene appelle les jeunes auteurs à lui envoyer leurs manuscrits, afin qu'ils puissent travailler ensemble. A travers plusieurs rebondissements (l'« amour parfait » entre les deux internautes, la déception de Meuna et plus tard l'obsession d'Alain), Ernestine Mbakou peint la prudence, l'espoir et la

nécessité de toujours se relever après un échec.

Dans cet ouvrage de 190 pages, l'auteure, à travers cette histoire d'amour virtuel, interpelle le lecteur sur les bien faits et les méfaits des réseaux sociaux. S'agissant des relations humaines, elle met en garde ceux qui font confiance aveuglement, et s'abandonnent en amour. « Mon roman s'adresse à tout le monde, sur comment faire pour développer une certaine méfiance quand on a une personne en face de soi, pour ne pas de prime abord lui accorder sa confiance sans la connaître », affirme-t-elle. Médecin de formation et de profession, la jeune écrivaine justifie son passage de la seringue à la plume, par la passion de la littérature qui l'anime depuis très jeune. Après avoir lu plusieurs auteurs, elle s'est dit qu'il était temps pour elle de mettre sur le marché quelque chose que les générations futures pourraient aussi lire.

Face à un public acquis à sa cause, Ernestine Mbakou affirme que « Obsession » n'est que le début d'une longue série. Elle annonce la venue prochaine de plusieurs autres ouvrages, dont le plus imminent porte sur l'émigration. Pour certains qui ont déjà lu le roman, les uns restent sur leur faim, les autres s'offusquent de la fin malheureuse de celui-ci. Pour les rassurer, l'auteur promet l'arrivée prochaine d'un tome II.

4 ANS APRÈS

Paul Biya préside enfin un conseil ministériel

C'est un message porté du ministre secrétaire général de la présidence de la République adressée aux membres du gouvernement et largement diffusé dans les réseaux sociaux qui l'a annoncé hier. Le président de la République va enfin retrouver ses ministres qu'il ne connaît pour la plupart d'entre eux.



Vérification faite par *Le Messenger*, il ne s'agit point d'un Fake News. Ce jour, aura bel et bien lieu au Palais de l'Unité, un conseil ministériel que va présider le chef de l'Etat. On peut imaginer l'émotion qui anime les ministres récemment nommés par décret présidentiel du 2 mars 2018. Se retrouver sur la même table que Paul Biya, président de la République du Cameroun est certainement quelque chose d'inédit pour la plupart d'entre eux. Et même pour les anciens ministres pour qui le président, au pouvoir depuis plus de 35 ans, est quelqu'un qui leur est fortement évanescence. Les sortants du gouvernement, ou alors ceux qui ont quitté leur prestigieux postes, (dont un certain Martin Belinga Eboutou, l'ex tout-puissant directeur du Cabinet et civil, qui il y a quelques semaines encore été considéré comme « inamovible », devront se contenter des échos que donneront les médias d'Etat de ce rassemblement des ministres autour du président de la République.

Le dernier conseil ministériel présidé au Palais de l'Unité par Paul Biya date du mardi 9 décembre 2014. Il avait traité du « Plan d'urgence Paul Biya pour l'accélération de la croissance ». Exceptionnellement, le Premier ministre Yang Philémon, avait été autorisé à prendre la parole par son mentor pour présenter l'architecture générale du Plan

d'Urgence qui se déclinait alors en un programme triennal d'investissements dans les secteurs tels que l'aménagement urbain, la santé, l'agriculture et l'élevage, les infrastructures routières, l'eau, l'énergie et la sécurité. Ce programme spécial d'un coût global de 925 milliards de francs Cfa, avait été prévu pour être financé par la mobilisation des ressources nécessaires, à des taux soutenables, auprès des institutions financières locales et internationales. Il avait ainsi été prévu que ce Plan d'urgence devrait être conduit en partenariat avec le secteur privé. A travers notamment un processus rigoureux d'attribution des marchés à des entreprises capables, aux plans technique et financier, d'exécuter avec professionnalisme les projets correspondants. Et dans sa recommandation, le Chef de l'Etat avait souligné que la finalité première

du Plan d'Urgence résidait dans la nécessité de renforcer les performances de l'économie nationale et d'améliorer les conditions de vie des populations en vue d'atteindre l'objectif de l'émergence en 2035. D'où la demande d'engagement du gouvernement formulé par Paul Biya, pour « relever, avec célérité et responsabilité, le défi majeur de la mise en œuvre rapide de ce Plan d'Urgence, qui vient en complément des feuilles de route des départements ministériels dont l'exécution doit se poursuivre avec diligence et méthode », pour reprendre les termes du communiqué final diffusé en son temps à l'issue de ce conseil ministériel du 9 décembre 2014.

Donner le cap ?

Presque quatre ans après, revoici Paul Biya face aux ministres dans la luxueuse

salle du Conseil ministériel situé au troisième étage de l'immeuble principal du Palais de l'Unité. Quatre longues années au cours desquelles on a attendu en vain que le président de la République réunisse ne serait-ce qu'une fois son gouvernement pour une évaluation par Premier ministre des mesures entreprises par le gouvernement pour « la mise en œuvre rapide du Plan d'urgence ». Ce conseil ministériel convoqué par Paul Biya se tient respectivement au lendemain du réaménagement ministériel du 2 mars 2018, et de la tenue en début de semaine à Douala, capitale économique du Cameroun de la 9^{ème} édition du Cameroon Business Forum. L'ordre du jour de ce conseil ministériel, selon le message porté du ministre secrétaire général à la présidence de la République appelle donc un seul point à l'ordre du jour, à savoir, la communication spéciale du chef de l'Etat. Il faudra attendre l'issue de ce conseil pour savoir exactement ce que Paul Biya va dire aux membres du gouvernement.

Il faut signaler que ce conseil se déroule au moment où le Cameroun est sur un double front guerrier. D'abord la guerre contre la secte terroriste Boko Haram aujourd'hui considérablement affaibli et réduit à des actes lâches, et une autre guerre née de la douloureuse crise anglophone, et qui met face à face nos forces de défense et de sécurité et les assaillants sécessionnistes de la virtuelle République d'Ambazonie. Les Camerounais dans leur grande majorité attendent que Paul Biya, en dehors des directives pour l'amélioration des conditions de vie des concitoyens aujourd'hui très appauvris, indique la voie à suivre pour la mise sur pied des bases d'un dialogue républicain.

Pour tout dire, le Cameroun a de graves problèmes à résoudre. Son chef doit absolument fixer le cap au cours de ce conseil ministériel.

Jean François CHANNON

SÉNATORIALE 2018

Ums : Anne Njonkam sort de l'ombre de Pierre Kwemo

La valorisation et la protection des couches sociales défavorisées seront de mise.

« Nous sommes des socialistes. Il faut taxer les grosses fortunes et exonérer des taxes les paysans et les vendeurs de denrées alimentaires de première nécessité », pense-t-on au niveau de l'Union des mouvements socialistes (Ums), le parti de Pierre Kwemo. Rappelons qu'il est constant que le promoteur de l'Union des mouvements sportifs de Loum, vainqueur de l'édition 2015 de la coupe du Cameroun, domine fortement son entourage. En 2015, il s'est déployé pour défendre les riverains de Djeufa face aux appétits fonciers des fonctionnaires locaux des domaines. Pour lui, il est question d'établir une relation de confiance et d'écoute avec les populations, dans un système où chaque acteur se trouve en position d'intermédiaire. Chacun a donc tout bénéfice à fonctionner main dans la main.

Anne Njonkam, adjoint au maire de la commune de Bafang, gère au quotidien certaines affaires courantes à la mairie de la localité tenue par l'Union des mouvements socialistes (Ums) de Pierre Kwemo depuis 2013. Et il lui revient d'implémenter ces options idéologiques. Cette fois, il lui revient la charge de



conduire la liste de cette formation politique aux prochaines élections sénatoriales dans la région de l'Ouest. A l'ombre de Pierre Kwemo, cette enseignante compte prouver de dont elle est capable au soir du 25 mars 2018. Transfuge du Front social démocrate (Sdf en anglais), elle connaît parfaitement tous les coins et recoins de la région de l'Ouest pour avoir travaillé pour l'élection de Romuald Tamo en 2006 comme président régional

du Sdf à l'Ouest.

Tembiwa François Xavier, Bouleack Edouard, Tobo Nyala, Metikam Florence, Mouchingam Thomas, Chedjou sont les colistiers de cette brave dame qui travaille avec et pour Pierre Kwemo depuis de nombreuses années. Elle compte capitaliser la sympathie qu'une partie de l'opinion locale et régionale manifeste à l'endroit du maire de Bafang pour ses attitudes « d'insoumis ». Conseil fiscal

agréé de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et maire de la commune de Bafang, Pierre Kwemo, est chouchouté par les commerçants et revendeuses du marché central de Bafang. Et Anne Njonkam compte sur les conseillers qui savent défendre l'intérêt des commerçants, même s'ils sont issus du Rdpc.

Ces débrouillards apprécient le fait que le magistrat municipal Ums, ait pris sur lui l'enga-

gement de les exonérer du paiement des tickets d'occupation des places dans cet espace commercial. « Au cours de cette année, l'épargne résultant du non paiement des tickets de 100 francs aux agents communaux, m'ont permis de payer les cahiers de mes enfants sans difficulté », soutient une bayam-sellam de Bafang. Par contre, Pierre Kwemo a imposé un parking payant aux automobilistes de sa commune. De même, les banques et les sociétés de jeux implantées à Bafang sont constamment dans le viseur de cette municipalité, en matière de fiscalité locale. A toujours vouloir être le premier, Pierre Kwemo se démarque par sa puissance de travail, son dynamisme et sa persévérance dans les projets. Il possède de fortes inspirations, et a le sens de l'intuition. Il est téméraire, vivace et réceptif. Il est autonome et on le perçoit, d'une manière générale, comme quelqu'un d'autoritaire, sûr de lui et qui sait aimer son équipe. Dans cette liste, Edouard Bouleack est également un transfuge du Sdf. Proche de Pierre Kwemo et âgé de la quarantaine, il compte rallier les conseillers municipaux du département de la Menoua, et surtout les jeunes derrière cette liste conduite par Anne Njonkam.

Guy Modeste DZUDIE

INSÉCURITÉ À YAOUNDÉ

Les consignes de l'ambassade des Etats-Unis

Dans un message d'alerte émis hier mercredi 14 mars, les diplomates américains donnent la nouvelle grille de mesures à suivre par leurs ressortissants pour préserver leur intégrité ainsi que leurs biens. Ils révèlent en même temps que l'environnement sécuritaire à Yaoundé est fluide.

Attention, danger ! Selon la représentation diplomatique, il règne un climat d'insécurité dans la capitale politique du Cameroun à la suite « d'une récente augmentation des incidents criminels impliquant des occidentaux à Yaoundé », occasion pour l'ambassade des États-Unis de « rappeler à nouveau aux citoyens américains de continuer à prendre des précautions personnelles adéquates, en particulier dans la zone du Cercle Bastos. » Il s'agit donc d'éviter « de marcher seul dans les rues. Marcher en groupes ou voyager en voiture chaque fois que possible, de voyager dans des zones isolées et se garer uniquement dans des zones bien éclairées la nuit, de laisser des objets précieux, tels que les sacs à dos, les ordinateurs portables, les téléphones portables, etc., à l'intérieur de votre véhicule. » Ils conseillent d'ailleurs d'« avoir un portable sur soi » ensuite de « rester vigilants » tout en étant « au courant » de leur environnement. Le port « des écouteurs ou des écouteurs



en marchant. » est désormais proscrit.

Pour ce qui est de propriétaires de véhicules il leur est demandé de «verrouillez immédiatement les portes... dès l'entrée. » les compatriotes de Donald Trump doivent en croire cette alerte « éviter les grands rassemblements et manifestations ; surveiller les stations d'information locales ; et suivre les instructions des autorités locales. » L'on évoque ainsi l'environnement local qui aurait pris un coup certainement sur la base des informations à la portée de l'ambassade des Etats Unis et parce que tout « peut se détériorer sans avertissement » il faut désormais que les citoyens américains en

séjour au Cameroun et plus précisément à Yaoundé respectent scrupuleusement ces consignes.

La France inspire...

C'est monnaie courante qu'en situation de crise que les représentations diplomatiques prennent des mesures soit pour sécuriser ou rapatrier leurs concitoyens. Et cela est un signe prémonitoire dans la mesure où le quartier Bastos dans lequel la plupart d'américains vivent est quand même sous la couverture d'une bagatelle d'unité de sécurité de gendarmerie et même de la police, ensuite pour assurer la sécurité de tous ces étrangers il ya toute une

compagnie de sécurisation des diplomates qui a été créée au sein de la délégation générale à la sûreté nationale. Des brigades de gendarmerie ont également été mises en place pour le confort pour les mêmes circonstances. Et malgré tout il y a des patrouilles mixtes, la police de proximité sans oublier les services intelligents qui sillonnent la zone de jour comme de nuit. Pourvu que les autorités camerounaises prennent la « menace » au sérieux auquel cas collaborer avec les éléments américains pour tirer l'affaire au clair.

En 2016, l'ambassade de France avait posté une note à l'endroit de ses ressortissants pour leur signifier que « réseau public ne peut être considérée comme potable de manière permanente, ceci d'autant que nombre d'habitations résidentielles sont équipées de citernes de réserve plus ou moins bien entretenues ». Il souhaitait ainsi que les français s'abstiennent de consommer l'eau issue des robinets au Cameroun car cela pouvait être « vecteur de pathologies plus ou moins sévères, notamment de diarrhées virales, bactériennes ou parasitaires (hépatite a, typhoïde, choléra, amibiase... »). Il était donc « fortement déconseillé de boire l'eau du robinet, ou celle provenant de forage sans avoir préalablement utilisé des moyens individuels de décontamination ». Même « le brossage des dents avec l'eau du robinet » comportait un risque. Une mesure qui avait été suivie à la lettre. Qu'en sera-t-il des nouvelles dispositions des compatriotes de Donald Trump ? Difficile de le savoir.

Dimitri AMBA

SÉNATORIALE 2018

Le RDPC du Dja et Lobo prédit la victoire de Paul Biya

Ministre des Finances, Louis Paul Motaze a réuni dans la maison de Parti de Sangmélina toutes les forces vives du département dont est originaire le Chef de l'Etat en vue de préparer les prochaines échéances électorales à l'issue desquelles il entrevoit une victoire écrasante du Rassemblement démocratique du peuple camerounais.

La Maison de parti de Sangmélina était étroite pour contenir la foule venue des quatre coins du département. Louis Paul Motaze, chef de la délégation permanente du Rdpc dans le Dja et Lobo, président de la séance de travail, a fait le rappel de toutes les forces vives. Entouré du tout nouveau ministre chargé de la Décentralisation et du développement local, des anciens ministres et ministres d'Etat notamment Akame Mfoumou et Meva'a Mboutou, du préfet du département et le sous-préfet de Sangmélina, le chef du Rdpc du Dja et Lobo fait le show. Par exemple, en pleine réunion, il fait intervenir au téléphone l'ex-ministre Directeur Cabinet civil de la présidence, Belinga Eboutou pour saluer les militants. Les travaux proprement dits commencent par le chant de l'hymne national. Quelques minutes après, c'est le maire Noël Essiane qui prend la parole pour saluer la confiance renouvelée du Chef de l'Etat « qui ne se trompe jamais ». Le Rdpc est une famille et de ce fait ce qui concerne une personne concerne tout le monde, c'est pour cela qu'il faut comprendre la grande mobilisation autour des élections sénatoriales.

Qu'aucune voix ne se perde

La leçon que le premier magistrat municipal convie toute l'assistance à garder en mémoire est que le Dja et Lobo vote pour le Rdpc depuis 35 ans toujours à 100%. Aux élections du 25 mars prochain, il en ira de même. Il a aussi précisé que « tous les fils et filles du Dja et Lobo » aiment le département. Personne, a-t-il tenu à préciser, n'a le monopole du cœur. « Ce qui importe est le bien-être des populations.



Nous souhaitons tous que les conditions de vie s'améliorent ». Après la lecture de la circulaire du président national du Rdpc en date du 8 mars 2018, les conseillers municipaux sont particulièrement interpellés pour qu'aucune voix ne se perde. Il en ressort, que la campagne du «parti du flambeau » sur tout le territoire national est fortement structurée. Au niveau national, le Secrétaire général du Comité central est le responsable ; au niveau de chacune des dix régions, il existe une Coordination régionale de la campagne ; au niveau départemental, la responsabilité échoit à la commission départementale de la campagne ; tout comme au niveau de chaque commune ou section, il existe une commission communale de la campagne.

Le cas Mebe Ngo'o

Quand le tout nouveau ministre des Finances prend la parole, c'est pour regretter que tous dans la salle ne soient pas bilingues. Ce bilinguisme d'un genre spécial ici, concerne le français et le bulu. Il va tenir tout son discours d'ailleurs en langue vernaculaire, rappelant aux journalistes qu'en fait il s'agit d'une réunion technique et que de ce fait, la réunion aurait dû se tenir à huis clos. Il va s'employer à user des figures de styles pour expliquer aux militants le

comment et le pourquoi un ministre peut être nommé ou limogé. Personne n'est dupe, il parle spécialement du ministre Alain Mebé Ngo'o et des autres autour de lui qui ont quitté le gouvernement avant lui. Il compare tantôt le Chef de l'Etat à un entraîneur de football tantôt à un général d'armées. « Le départ du Gouvernement n'est pas une sanction, mais une décision stratégique et tactique prise par l'entraîneur en fonction de la réalité du terrain ».

Le message passe, la salle est conquise, applaudissements et vivats. Vient maintenant l'heure des échanges avec le public. Toutes les interventions tournent autour du plébiscite : « les sénateurs seront votés à 100% Rdpc ». Il y a aussi que certains conseillers municipaux, en filigrane demandaient au ministre une augmentation de leur traitement par rapport aux élections sénatoriales de 2013. « Il faut que les 50.000 Fcfa (en 2013) soient multipliés », renchérisse certains. Tous les conseillers municipaux sont prêts de voter à 100% pour leur parti avec ou sans argent. « Je n'ai rien dit de nouveau. Nous sommes dans la même mouvance. C'est la mobilisation de nos militants », lâche Motaze à la fin des travaux.

Léopold DASSI NDJIDJOU
à Sangmelima

PRÉSIDENTIELLE 2018

La recette de Bernard Njonga pour renverser Paul Biya

L'ingénieur agronome et président du parti politique « Croire Au Cameroun » (Crac) propose le développement des bassins de production et l'autosuffisance alimentaire parmi ses 40 mesures pour faire décoller le Cameroun en 5ans.

C'est un projet économique qui se veut ambitieux selon son promoteur. Bernard Njonga révèle qu'il a « le temps et les moyens de jeter les fondements » d'un nouveau Cameroun au cas où il venait à arriver dans le fauteuil présidentiel. Le président du Crac a



« l'expérience et la connaissance de la force motrice de l'agro-sylvopastoralisme ». Il compte également sur « une légitimité construite en près de trente cinq ans... » dans la société civile. Avant d'égrener le chapelet de mesures, l'ancien secrétaire exécutif de l'Accid (association citoyenne pour la défense des intérêts collectifs) précise que « la richesse ne sera plus réservée seulement à un clan » car son projet vise à « réduire la pauvreté au Cameroun d'au moins 65% en 5 ans » et d'en « finir avec la famine, la vie chère, en produisant abondamment, en créant du travail, de la richesse et du bien être pour tous ».

Pour épouser l'actualité, Bernard Njonga compte réorganiser le Cameroun en 5 régions correspondantes aux 5 zones agro-écologiques que compte le pays, réduire le nombre de ministères à 19 pour plus d'efficacité tout en mettant en place un super ministère des productions agricoles et un super ministère du développement industriel et des Pme ; engager une « lutte féroce et durablement efficace contre la corruption » ; exclure les ingénieurs pour ce qui est des ministères de l'agriculture et de l'élevage des postes de gestions financières ; compter et investir sur la jeunesse en lançant des plans d'insertion des jeunes soutenus à hauteur de 15 milliards de Fcfa. Le retour de la diaspora est également souhaité avec pour seule contrainte son implication au développement du pays à travers les projets agricoles sans oublier les subventions qui devront suivre ; tout cela encadré dans une structure dénommée « Agence de soutien aux productions » (Aspro). Le plus important dans toutes ces mesures étant, selon l'homme politique, la redistribution des fruits de la croissance, la reformulation du système éducatif selon la loi et l'instauration du concept « Une école une ferme » de la maternelle au secondaire.

Bourrage des urnes

A bien lire le projet, il ne manque d'accorder une part belle à la préservation de la nature. Sur la faisabilité de son action Bernard Njonga prend le peuple à témoin sur les multiples actions menées dans la lutte contre la vie chère, l'importation des poulets congelés, les détournements dans la filière maïs et même de l'opération de salubrité dans les édifices publics et d'accessibilité de certaines personnalités. Il va sans dire que pour arriver là il faudra cravacher dur afin de convaincre les populations et les acteurs de la société civile qui ne sauraient se résumer à la pitance car chaque jour l'on dénonce le code électoral, des soupçons pèsent sur les membres du conseil électoral, la flopée des candidatures, le bourrage des urnes et des disparités dans le découpage électoral.

N'ayant aucune base politique du fait de n'avoir participé à une quelconque élection, Bernard Njonga devra se frotter à la réalité qui voudrait qu'Elecam organise l'élection et que seuls ses procès verbaux fassent foi. Dans la foulée l'implication de la baronnie au pouvoir et des autorités administratives jugées, à tort ou à raison, à la cause du parti dominant pourrait alors refroidir les ardeurs de cet activiste en voie de devenir politicien qui est impatient de pouvoir mettre en œuvre ce projet vital de l'agriculture au développement socioéconomique du Cameroun.

Dimitri AMBA

Udc

Le tremplin républicain de Youmo Koupit

La mise en place de l'architecture des institutions de la République fait partie des exigences des candidats de la deuxième force politique de la région de l'Ouest.

Le collège électoral est convoqué pour le 25 mars à l'effet d'élire les sénateurs. Koupit Adamou, membre du bureau politique de l'Union démocratique du Cameroun (Udc) et Expert en Microfinance et en Finance conduit la liste de cette formation politique dans la région de l'Ouest. Un exercice auquel il se livre pour la deuxième fois. Car en avril 2013 lors des toutes premières élections sénatoriales au Cameroun, il avait joué le même rôle. Par la suite, il s'est rendu célèbre en refusant une nomination du président de la République comme sénateur suppléant du sultan Roi des Bamoun, Ibrahim Mbombo Njoya. Malgré sa popularité, Youmo Koupit, 50 ans, a perdu les élections municipales de 2013 à Bangourain face au Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Mbouangouéré épouse

Mongwat Rainatou, Ndeuhela Christophe, Ngoutane Mariama, Nziemi Celestin, Goudem Jules, Koupenju Simon et Nono Nanwouo.

Pour l'essentiel, soutient-on à l'Udc, dans le contexte actuel du Cameroun caractérisé par la persistance et de plus en plus violente de la « crise anglophone



», la radicalisation des positions dans les deux camps n'est pas du goût du militant de l'Union démocratique du Cameroun (Udc). Seul le dialogue républicain inclusif est le moyen efficace pour sauver le pays des situations délicates. Le non-respect des engagements par le gouvernement et certains acteurs politiques plus soucieux de leurs intérêts partisans ou personnels, peut finir par détruire le peu de confiance entre le peuple et les gouver-

nants pour ce genre de dialogue qui, dans tous les Etats sérieux, est, selon Youmo Koupit, la voie salutaire et incontournable pour trouver des solutions durables aux problèmes cruciaux du pays à un moment où l'autre de son histoire. La décentralisation est consacrée dans la constitution mais on lui a retiré sa substance dans la mesure où, l'Etat entend nommer un Représentant qui domine sur l'autorité de l'exécutif régional ; et même

cette décentralisation en demi-teinte, n'est pas réalisée 22 ans après la promulgation de la loi Constitutionnelle de 1996.

Le comble, pour l'Udc, c'est qu'au lieu de consacrer la séparation des pouvoirs, la Constitution a consolidé la suprématie du pouvoir exécutif et pire encore du pouvoir du président de la République sur les deux autres pouvoirs législatif et judiciaire. Le Sénat est mis sur pied mais au lieu que les sénateurs soient tous élus comme convenu, la constitution donne au président de la République le pouvoir de nommer 30% de ceux-ci et son mécanisme de fonctionnement ne garantit pas le rendement républicain attendu. Ce qui a poussé Adamou Youmo Koupit à s'opposer au décret du chef de l'Etat qui faisait de lui un sénateur suppléant de la région de l'Ouest. Considérant le souci permanent de l'Union démocratique du Cameroun de participer ardemment à la vie et à l'action pour l'effectivité des institutions de la République et de la démocratie et considérant l'éthique Udc prônant la recherche constante du dialogue et du consensus pour la construction par tous les Camerounais et toutes les Camerounaises du capital paix et d'évolution pacifique, Adamou Youmo Koupit et ses colistiers comptent séduire les conseillers municipaux de la région.

L'une des choses qui clochent, c'est que l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) dénonce la présence de Célestin Nziemi dans cette liste. Et pour cause, il n'aurait pas liquidé ses dettes vis-à-vis du parti de Bello Bouba.

Guy Modeste DZUDIE

SÉNATORIALES 2018

L'Undp fait le bilan du parti au pouvoir

C'est à l'occasion du lancement de sa campagne pour les sénatoriales de 2018 dans la région du Sud, le 14 mars dernier dans la salle de conférences de l'hôtel Mvila devant les militants et sympathisants de ce parti avec comme parti politique invité, le social démocratique front (Sdf).

Selon Zene Ondo Eliane tête de liste de l'union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), la démocratie exercée par son parti est le droit à la différence. Les caciques du système font croire que dans la région du Sud, les populations étaient réfractaires à d'autres formes d'expression politique, ce qui n'est pas vrai. Il est donc temps que les fils et filles du Sud s'ouvrent à d'autres modèles politiques, après ce constat d'échec. A cet effet, l'Undp sollicite un vote massif pour une mise en place rapide des réformes qui traînent depuis plus de deux décennies. Celles-ci vont permettre d'améliorer de manière significative les conditions de vie de nos populations à travers : l'accès pour tous les Camerounais à une éducation et une formation de qualité, l'accès de la majorité des citoyens à l'eau et à l'électricité. L'accès à un coût modéré aux soins de santé primaires, le désenclavement des zones rurales pour endiguer l'exode rural et faciliter la commercialisation des pro-



duits agricoles. L'accès pour tous au logement décent, les politiques actuelles ayant montré leurs limites. La viabilisation de nos villes à travers des infrastructures modernes plus adaptées.

Ainsi donc, le programme de l'Undp repose pour l'essentiel à la modernisation du Cameroun en garantissant à tous de meilleures conditions de vie. Les esprits s'ouvrent, les mentalités se renouvellent et la démocratie s'affermir d'où cette invite aux fils de la région du Sud à faire la politique autrement. Pour Dr Zo Angono Mathurin, candidat

titulaire de l'Undp aux sénatoriales du 25 mars, le Sud n'est plus le bastion imprenable du parti au pouvoir. Le catalyseur qui oxyde le Sud est désormais connu et c'est le peuple qui décide autrement. Ce peuple est aujourd'hui conscient qu'il n'a pas beaucoup avancé, qu'il a fait confiance aux représentants qui ne le représentent plus, chacun là-bas y fait en son nom propre et pour son compte personnel. Voilà l'héritage que nous continuons à laisser au peuple camerounais, il faut que ça change et c'est maintenant, il faut oser. D'où cet appel de la tête de liste

de l'Undp dans le Sud, fait aux 719 conseillers municipaux électeurs dans le Sud à prendre leurs responsabilités car, l'histoire retiendra qu'ils ont été complices au naufrage du Cameroun.

En faisant alors le bon choix, s'ils voteront pour l'Undp en majorité, ils engagent le Cameroun vers une option définitive pour un changement. Une occasion de présenter les candidats titulaires de la liste de l'Undp ainsi que leurs suppléants. A observer l'engagement qui se lisait sur les visages des militants et sympathisants à

accompagner leurs représentants, on voyait une probable victoire pointer à l'horizon. Mais le vote n'étant pas populaire, il va rester que l'ensemble des conseillers qui sont tous du parti au pouvoir a décidé a autrement. Seul le miracle de la conscience personnelle pourra surpasser la discipline dans le fief du parti au pouvoir. En attendant le moment, l'Undp poursuit la sensibilisation certainement informelle des différents électeurs.

Jacques Pierre SEH

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le choléra fait entre 21.000 et 143.000 morts par an

Selon des experts, un vaccin à dose unique contre le choléra offre une protection de 90%.

L'Oms estime qu'à l'échelle mondiale, le choléra infecte entre un et quatre millions de personnes par an, entraînant la mort de 21.000 à 143.000 personnes, les pays d'Afrique subsaharienne étant exposés à un risque accru. Un article rédigé par le desk Afrique anglophone de SciDev.Net affirme que, selon une étude réalisée en Zambie, une dose de vaccin oral fournit une protection efficace à court terme contre le choléra, en période d'épidémie. Ledit article souligne par ailleurs que, selon les chercheurs, en raison d'une pénurie de stocks de vaccins contre le choléra, à l'échelle mondiale, une épidémie à Lusaka, en Zambie, en février 2016, a rendu nécessaire la vaccination à dose unique. « Une campagne de vaccination orale d'urgence à dose unique a été mise en œuvre en avril 2016, autour de Lusaka, ciblant plus de 500.000 personnes dans les zones surpeuplées de la ville ».

A en croire Francisco Luquero, co-auteur de l'étude et expert en maladies évitables à Epicentre, la branche de recherche de médecins sans frontières (Msf) en France, des études ont déjà prouvé l'efficacité d'un vaccin oral à dose unique, mais ces études ont été réalisées dans des pays ayant récemment connu une épidémie de cholé-



ra. « Nos résultats montrent que les personnes vaccinées peuvent être protégées contre le choléra quelques jours après avoir reçu une dose », déclare Francisco Luquero, de Médecins sans frontières (Msf). Entre le 25 avril et le 15 juin 2016, les chercheurs ont recruté 66 patients atteints de choléra et 330 personnes non atteintes mais proches des patients, pour déterminer l'efficacité du vaccin anticholérique à dose unique.

Une étude publiée le mois dernier (8 février) dans le New England Journal of Medicine révèle que l'efficacité de la vaccination par dose unique était d'environ 90%. Nos résultats, dit Francisco Luquero, montrent que les personnes vaccinées peuvent

être protégées contre le choléra quelques jours après avoir reçu une dose, ce qui est important dans les épidémies parce que nous devons protéger les gens rapidement. A noter que les vaccins anticholériques oraux émergent comme un nouvel outil de lutte contre le choléra et ont été utilisés ces dernières années pour prévenir les épidémies dans les situations d'urgence complexes, réduire les épidémies de choléra ou réduire le fardeau dans les pays endémiques, mais à l'heure actuelle, il y a une pénurie à l'échelle mondiale, estime Msf.

L'Oms estime qu'à l'échelle mondiale, le choléra infecte entre un et quatre millions de personnes par an, entraînant la

mort de 21.000 à 143.000 personnes, les pays d'Afrique subsaharienne étant exposés à un risque accru. « Ceci est une étude importante car elle suggère que le monde pourrait faire face aux défis de l'épidémie de choléra avec une seule dose », explique Roma Chilengi, directeur scientifique du Centre de recherche sur les maladies infectieuses en Zambie, ajoutant qu'un vaccin à dose unique est bon marché et pourrait aider les pays ayant des capacités financières limitées à contrôler la maladie. Mais Roma Chilengi insiste sur le fait qu'il serait « utile d'être clair sur la durée potentielle de la protection offerte par la dose unique ».

M.S.

DISSENSION ET RÉVOCATION

Le chef supérieur de Deïdo «chasse» son secrétaire général

L'affaire fait des vagues à travers tout le canton voire dans les milieux Deïdo d'Europe et d'Amérique du nord où se trouvent les « Tchali Ebelé o bosu ».

Dans une note de service signée le 5 du mois courant, S.M Ekwalla Essaka Frédéric II James de Deïdo met fin à sa collaboration avec M. Moukouri Mambingo Moukouri Christophe. Celui-ci assurait les fonctions de secrétaire général de la chefferie supérieure du canton. La note précise que « ce licenciement pour faute lourde annule également sa fonction de secrétaire exécutif de la société civile immobilière de gestion du patrimoine de la communauté Deïdo ».

Sa majesté déclare par ailleurs vacant le poste de secrétaire général et attend toutes les candidatures des natifs de Deïdo intéressés à cette fonction. Selon nos informations, la nomination de M. Moukouri Mambingo Moukouri Christophe à cette fonction par le regretté Essaka Ekwalla De Gaulle, le géniteur de l'actuel chef avait défrayé la chronique à travers le canton compte tenu de « la moralité peu orthodoxe » de ce natif du foyer Bonakouh (Bonadibo-Bonatenè). L'homme n'a pas tardé à s'illustrer négativement par des actes qui jurent avec la loi.

En mars 2012, au vu de la multiplication de ses actes répréhensibles, le collège des premiers notables et notables des foyers qui constituent le groupement Bonatenè a écrit au sous-préfet de Douala I^{er} pour dénoncer ses faits « d'usurpation de titre, de faux et usage de faux, escroquerie, etc » . Dans la même correspondance, ces notables avaient désigné l'un des leurs: Jean Ntoné Elokou pour assurer « l'intérim de chef du groupement Bonatenè jusqu'à la désignation du nouveau chef supérieur de Deïdo ». Curieusement, le même sous-préfet sollicite



quelques semaines plus tard le même personnage de qui il attendait la liste nominative des notables du canton Deïdo susceptibles de prendre part à une prochaine consultation pour la désignation du prochain chef suprême de Deïdo. Question pour le sous-préfet d'adouber un « usurpateur »? Il n'en demeure pas moins vrai que l'administration camerounaise a l'habitude de ce genre de manipulation et de confusion.

Heureusement, cette manœuvre ne passe pas souvent partout. Les vrais notables finissent par désigner selon la pure tradition sawa le chef supérieur des Ebel'Ebelé en la personne de SM. Ekwalla Essaka Frédéric II Deïdo. Les voix s'élèvent plus vivement pour lui demander de « dégager le secrétaire général laissé par son père ». Pour des raisons que lui seul connaît, le nouveau chef n'a voulu rien entendre. Fidèle peut-être à la

logique de son illustre paternel qui, en son temps, estimait qu'il « faut de tout dans une chefferie ». Mal lui en prendra.

C'est parce que Sa Majesté a allongé la longue liste des victimes de son Sg qu'il finit par s'en débarrasser sans façon. Selon nos sources, le chef Ekwalla Essaka II en séjour en France a attendu vainement que son collaborateur lui envoie de l'argent. Celui-ci évoquait à tous les coups qu'il ne recevait pas un seul radis. De retour et vérification faite, S.M s'est rendu compte que son compte bancaire a été délesté de quelque huit millions de nos francs et pour qu'il s'en convainche, l'historique lui a été remis pas sa banque. Sous l'effet de la colère, a appris Le Messenger, son sang n'a fait qu'un tour dans ses veines. Il joint alors par téléphone, le chef de file de sa garde rapprochée et lui enjoignant de ne pas laisser sortir M. Moukouri Mambingo Christophe. S'en suivra un fait divers croustillant.

Selon un témoin, revenu à son domicile, S.M. entre d'abord dans sa chambre et adresse une prière au Bon Dieu. Dès qu'il sort de cette méditation, il empoigne de son Sg à qui il intime l'ordre suivant: « restitue moi mon argent sinon je te tue ». S.M est quand même un adepte des arts martiaux. Alors le Sg n'y pouvant rien, sollicite le pardon royal avec promesse ferme de payer sur le champ. Selon notre source, illico presto il ouvre les tiroirs de son bureau d'où il sort quelques liasses, près de cinq millions de francs qu'il remet à Sa Majesté. Qui finit par chasser de la chefferie ce soi-disant « professeur d'université » qui faisait voir des vertes et des mûres à tous ceux qui sollicitaient des services à la chefferie de Deïdo. Mais les dégâts sont si importants que le sieur Moukouri Mambingo Christophe ne saurait échapper aux mailles de la justice si ses nombreuses victimes se mettent à ses trousses. Qui vivra verra !

DOBELL

MIFI

Des dons pour encourager les agriculteurs

Les producteurs ont reçu des semences et des engrais offerts par le Secrétaire général adjoint des services du Premier ministre.

Le mois de mars marque le début des semis des cultures maraîchères dans la région de l'Ouest. Coïncidence de calendrier, la période est choisie depuis cinq ans par le Secrétaire général adjoint des services du Premier ministre, Pascal Nguïhe Kante pour apporter des dons de semences aux agriculteurs du département de la Mifi. Cette année il s'est agi en tout de trois tonnes de semences de maïs, 900 kilogrammes de semences de pommes, 600 kilogrammes de semences de haricot et 750 sacs de fientes. C'était au cours d'une cérémonie de remise à Bafoussam le 10 mars 2018.

Sous la conduite de son épouse, Léa Nguïhe Kante, les agriculteurs du chef-lieu de la région de l'Ouest ont reçu des semences certifiées de maïs, de haricot et de pomme de terre. Des apports de semences qui devraient permettre à leurs bénéficiaires d'accroître les rendements de la production locale.

La campagne a aussi pour objectif d'inculquer aux travailleurs de la terre de nouvelles habitudes agricoles. Comme l'indique le délégué départemental du ministère de l'agriculture et du développement rural (Minader) de la Mifi, « il s'agit de mettre un terme à l'utilisation des semences et des semis porteurs de germes qui impactent négativement sur les productions. » Pour cela, le démantèlement de ce département ministériel dans la Mifi prend l'engagement d'aller expliquer aux agriculteurs les itinéraires adaptés à leurs espaces et leurs types d'agriculture mais aussi d'encourager l'accroissement des productions à travers l'organisation des journées portes ouvertes. Un rendez-vous qui devra permettre d'évaluer et de primer les meilleurs producteurs du département. A ce sujet, renchérit la donatrice, Léa Nguïhe Kante, « investissez-vous et suivez les conseils des techniciens car la terre ne trahit jamais. »

Itinéraire agricole

Expert en service à l'Institut de recherche agricole pour le développement (Irad), Roger Kom accentue son discours sur la maîtrise et la capitalisation du potentiel génétique des semences mises à la disposition des agriculteurs. Dans un contexte marqué par des dérèglements climatiques, l'expert indique aux producteurs la nécessité d'attendre le retour véritable des pluies avant tout début de semence. « Deux semaines après avoir semé, il est recommandé de fertiliser les sols avec les engrais recommandés à l'instar du «20-10-10» puis le «14-24-14» après 45 ou 50 jours. » Des engrais qui peuvent être associés à l'Urée. Un itinéraire adapté à la culture du maïs qui constitue l'une des principales dans cet espace.

Le technicien agricole explique néanmoins que « après avoir versé l'engrais sur les sillons, il faut les recouvrir de terre afin que les pluies ne les dispersent pas dans les intervalles ou que le soleil ne favorise pas leur évaporation. Vous ne devez pas passer dans vos champs, une fois que des fleurs mâles apparaissent sur des tiges de maïs. » Souvent tenté par la reproduction des semences, il est conseillé aux agriculteurs de se rapprocher des techniciens agricoles en vue de bénéficier d'un encadrement permettant des pratiques culturales efficaces.

A l'instar de nombreuses autres agricultrices rencontrées dans les arrondissements de Bafoussam 1er et 2e, Marie Louise Nghagam, ancienne résidente de la ville de Douala et installée à Bamougoum apprécie l'initiative. Comme plus de la moitié de la population du département de la Mifi, elle tire l'essentiel de ses ressources économiques de la production agricole et indique connaître des rendements plus importants à travers cet apport substantiel, ce depuis cinq ans. Reste que, à l'unisson, les producteurs locaux appellent à une plus grande implication des pouvoirs publics et, éventuellement, des élites locales pour le développement de ce secteur.

Joseph OLINGA N.

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Le sens du mandat Nalova Lyonga divise les enseignants

Interrogés par Le Messenger, les enseignants et leurs leaders pronostiquent sur la capacité de la nouvelle ministre à poursuivre l'assainissement de ce secteur essentiel de la Nation.

La disposition du nouveau ministre des enseignements secondaires (Minesec), Pauline Nalova Lyonga d'assurer la gestion efficiente et optimale du département ministériel à elle confié, dans les rangs des enseignants de la région de l'Ouest, est diversement appréciée. D'aucuns lui concèdent un préjugé favorable dans cette initiative. Certains, par contre, sont dubitatifs quant à sa capacité à gérer la complexité et les difficultés inhérentes à ce ministère.

Dans les hiérarchies des pédagogues qui lui accordent ce préjugé, le proviseur du lycée de Litieu à Dschang dans le département de la Menoua, Fabien Tsafack, laisse entendre que dès la nomination de la nouvelle maîtresse de céans, il s'est immédiatement mis à rechercher dans les médias ses premières réactions. « Ainsi, lorsqu'elle a dit qu'elle est rigoureuse et attend de ses collaborateurs que ses instructions soient implémentées, j'ai été très satisfait. En plus, elle a abordé le point favori de toutes mes actions, à savoir, la lutte contre la corruption. En disant emphatiquement qu'elle voudrait atteindre un pays débarrassé de la corruption » dit-il. Et d'ajouter : « il va s'agir ainsi d'une nouvelle donne dans les enseignements secondaires où l'on a affaire à un chef de département qui va impulser l'intensité dans le travail. Mais aussi l'appropriation de l'éthique et de l'intégrité dans toutes les actions à mener dans cette partie très sensible du pouvoir gouvernemental. Qui concerne la formation de la tranche très active de la jeunesse. »

Aux grades des éducateurs dubitatifs, le secrétaire général du Syndicat national des enseignants du secondaire (Snaes), Roger Kaffo Fokou, se veut plus explicite. D'entrée, il confie que l'arrivée de Pauline Nalova Lyonga semble porter



le message d'une meilleure prise en compte du caractère bilingue de notre double système éducatif : un sacré facteur de division dans un Cameroun, « Un et indivisible ». C'est apparemment une concession majeure dans l'esprit de ceux qui pèsent et marchandent les positions de souveraineté de la nation. Il n'y a ainsi, dit-il, qu'à voir le temps et la profondeur de la crise qu'il a fallu pour qu'on s'y résolve. « Enfin un anglophone à ce poste, dit-on. Tant mieux, pourvu que ce ne soit pas pour servir le système qui, lui, se fiche autant des anglophones que des francophones. Mme Nalova va d'ailleurs trouver un Minesec exsangue : un personnel central désabusé depuis belle lurette, des établissements sans budget ou presque, sans enseignants, sans équipements, au personnel d'appoint esclavagisé comme au bon vieux temps de la Traite négrière... Comme l'ensemble du système éducatif d'ailleurs. Aura-t-elle le pouvoir de faire quoi que ce soit en dehors de la cosmétique ? On peut légitimement en douter. Le forum national de l'éducation qui peut poser les bases de l'éducation de demain est accroché très loin au-dessus de son portefeuille » dit, dépité, le leader syndical.

Roger Kaffo Fokou soutient que « les enseignants indignés » symbolisent tout le mal être de l'ensemble de ce ministère qui a aujourd'hui plus besoin de pansements que de matraques. Or avec la répression opposée aux manifestations de ces enseignants, ces événements récents des derniers jours précédant sa nomination ont montré que le gouvernement ne le comprend pas du tout. « Si Madame Nalova Lyonga le comprend, si elle montre qu'elle le comprend ou peut le comprendre, cela pourrait éviter de tendre davantage et de manière contreproductive les choses. Pour le reste, le système est trop verrouillé et un ministre, quelle que soit sa bonne volonté, ne peut jouer qu'à la marge. Ceux qui vont trop attendre d'elle ou d'eux seront déçus dans la même mesure » conclut-il.

Corruption Signalons que des responsables d'établissements scolaires ont toute fois listé à l'intention de la maîtresse de céans afin qu'elle sache à quoi s'en tenir, les écueils qui jonchent le chemin des ministres au Minesec. Entre autres : la boulimie financière qui pousse généralement les titulaires de ce ministère à s'occuper de l'argent que de la formation des enfants ; la bonne gestion de la politique du livre déjà balisée

par le 1er ministre, chef du gouvernement ; le marchandage des postes de responsabilité qui se fait dans des réseaux maffieux où argent et ésotérisme se mêlent et s'entremêlent ; le marchandage des affectations et le non respect du profil de carrière ; le recentrage et recadrage de la politique du vivre-ensemble si exalté par le chef de l'Etat mais qui permettent à beaucoup de prendre des décisions à tête chercheuse, lésant les uns pour favoriser les autres. « C'est dire que des chefs d'établissements scolaires de grande pointure comme celui du lycée de Biyem-assi à Yaoundé et Bojongo à Douala se sont vus donner des écuries. Alors que le plus grand établissement d'enseignement secondaire de la région de l'Ouest (lycée bilingue de Bafoussam) accueillait un autre chef en provenance du centre. Toute chose qui s'est faite sous le règne de son prédécesseur aujourd'hui muté au ministère des transports et que les populations ont observé avec étonnement et incompréhension, » laisse entendre, une source autorisée de la délégation régionale du Minesec à Bafoussam.

Filbert AZAP NDONGO

VŒUX AUX MAIRES

Les confessions de Victor Fotso

L'homme d'affaires et maire de Pete Bandjoun s'est exprimé au cours de la cérémonie de présentation des vœux aux maires et membres de la CVUC-Ouest tenue à son domicile de Bandjoun.

« J'étais malade, le Dieu tout puissant m'a guéri et redonné la vie. Je lui dis grandement merci et lui saurais gré ; il faut être croyant... Je dois également vous dire qu'ici-bas, il n'y a de richesses que d'hommes, ce n'est pas ce que l'on possède matériellement. Toute fois, mon intérêt aujourd'hui, c'est d'être avec vous pour qu'ensemble nous travaillions, main dans la main. Nous devons continuer à nous organiser davantage afin d'accélérer le développement de notre région. Quand on lutte ensemble, on échange les expériences pour la construction d'une société meilleure. » Le propos est du président des Communes et villes unies du Cameroun, antenne de l'Ouest (Cvuc-Ouest), maire de la commune Pete-Bandjoun, Victor Fotso, à l'intention d'un aréopage des maires membres de l'association. C'était le 9 mars 2018, dans la salle des conférences de la résidence du riche homme d'affaires à Bandjoun à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux de ces magistrats municipaux à leur président hôte.

Au cours de la rencontre du jour, le secrétaire général des Cvuc-Ouest et maire de la commune de Banwa dans le département Haut-Nkam, Charles Tchomtchoua Djadjo, a dressé le



bilan des activités de l'association dans la dynamique temporaire 2012-2017. Selon ses dires, en 2017, elles ont consisté à faire du lobbying pour la réalisation des projets tels que l'organisation du Salon des communes de l'Ouest (Saco), le soutien à l'Office régional de tourisme de l'Ouest (Ortoc) et la construction de l'hôtel des communes. Le magistrat municipal précise toutefois que s'agissant la construction de l'hôtel des communes, le business-plan est en cours de finalisation grâce à un soutien financier du ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire pour un montant de 6 millions de Fcfa. « Nous avons déjà obtenu un accord de principe d'une entre-

prise turque à financer le projet sous réserve de l'accord du gouvernement » dit-il.

Plus de 5 milliards de Fcfa pour financer des projets communaux en 2018

Par ailleurs, Charles Tchomtchoua Djadjo laisse entendre que par rapport au développement de la région dont les communes demeurent les principaux acteurs, « les soutiens et contributeurs financiers les plus importants » proviennent de l'Etat, du Feicom et Pndp. « Ainsi, révèle-t-il, les journaux de programmation des marchés des services déconcentrés et des collectivités territoriales décentralisées se chiffrent en 2018 à la somme de 5 931 306 515 Fcfa pour financer 253 projets. » Toutefois, indique-t-il, l'on note que sur les trois dernières années, 2016-2018, les projets à gestion centrale représentaient 80% de l'enveloppe globale de la région de l'Ouest.

Le Feicom a octroyé entre 2012 et le mois de janvier 2018 à 36 communes de la région de l'Ouest, 77 financements pour un montant de 13.460.000.000 Fcfa. Soit une moyenne de 1.900.000.000 Fcfa par an. Quant au Pndp, ses concours financiers et son assistance à la gestion des communes accroissent significativement les performances et les ressources. Le secrétaire général de la section Ouest des Cvuc indique au final que « dans l'ensemble, notre région est sur la bonne voie » Et de conclure : « l'élaboration en cours du schéma d'aménagement et de développement durable du territoire nous permettra d'engager résolument notre région sur la voie de l'émergence. »

Filbert AZAP NDONGO
à Bandjoun

GRÈVE À HYSACAM
Le personnel passe à la caisse

La grève annoncée par les employés hier, mercredi 14 mars a été étouffée dans l'oeuf.

Les employés de la Société d'Hygiène et de salubrité du Cameroun ont retrouvé le sourire. Depuis mardi dernier, ces derniers passent à la caisse pour percevoir leurs arriérés de salaire du mois de janvier et février. La colère de ces employés a donc produit ses fruits. Lundi dernier, les employés de cette société en charge de la collecte des ordures ménagères dans nos villes ont organisé un mouvement d'humeur au siège de l'entreprise à Douala pour réclamer le paiement de deux mois d'arrières de salaire. Aussi réclamaient-ils, l'amélioration de leurs conditions de travail et le reversement de leurs droits sociaux à la Caisse nationale de prévoyance sociale, Cnps. Heureusement, la tension a été bien gérée par le président directeur général, Michel Ngapanoun qui avait promis de régulariser la situation dès le lendemain. Ce qui est fait depuis mardi.

Pour le pdg d'Hysacam, l'Etat qui continue d'accumuler les dettes est à l'origine cette situation. L'entreprise réclame encore 8 milliards Fcfa à l'Etat après l'épuration d'une partie de l'ardoise en décembre dernier.

La reprise des activités observées ces deux derniers mois pourrait à nouveau être interrompue si le reste des créances ne suit pas à prévenu Michel Ngapanoun. Il n'est pas passé par quatre chemins pour inviter l'Etat à s'acquitter de sa dette afin que les perturbations qui ont transformé nos métropoles en d'immenses poubelles ne soient plus enregistrées. « En décembre, nous avons reçu 6 milliards. Le ministre est venu voir si nous fait bon usage de ces 6 milliards. Effectivement nous en avons fait bon usage. Mais il faut continuer à payer. Si non les activités pourraient à nouveau être perturbées », prévenait-il. « Si sur 14 milliards, vous donnez 6 milliards, cela ne représente même pas la moitié, donc il faut continuer à payer », insistait-il

Blanchard BIHEL

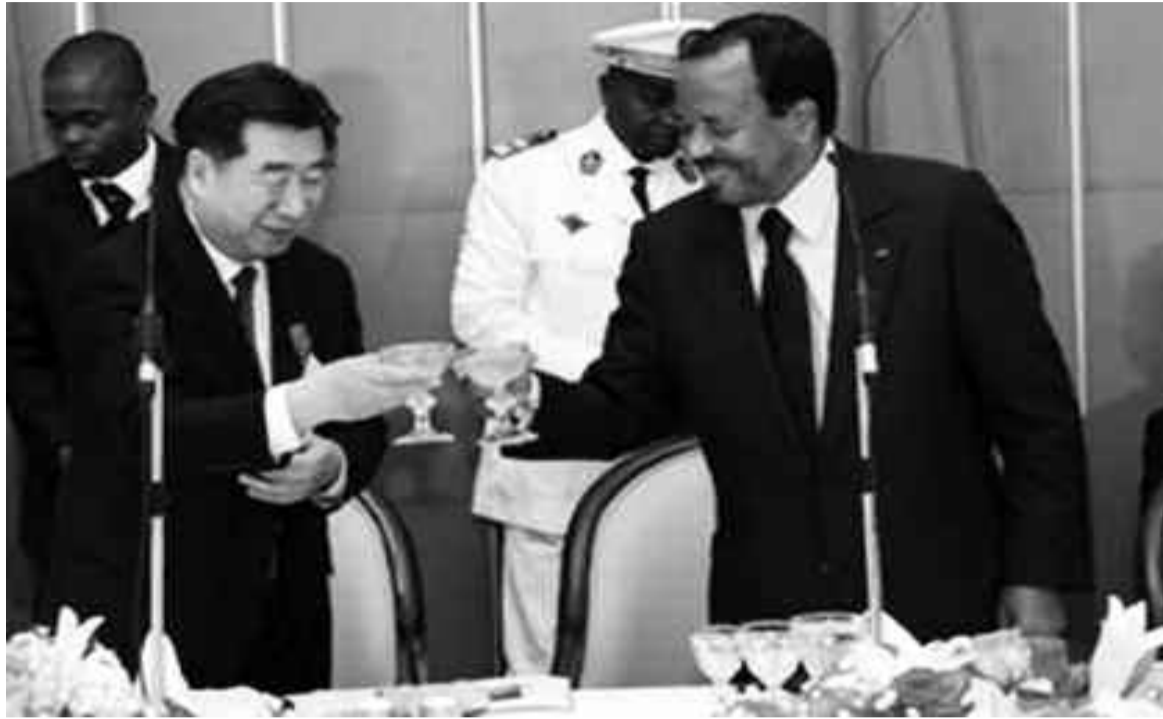
COOPÉRATION BILATÉRALE

Ce qui attend Paul Biya en Chine

Le chef de l'Etat camerounais a été invité à Beijing par son homologue Xi Jinping. Des dossiers brûlants en rapport avec la coopération économique entre les deux pays seront sur la table des deux dirigeants.

Paul Biya en Chine dans les prochains jours. L'information est de l'Ambassadeur chinois au Cameroun. S.E Wei Wenhua, qui l'a révélée mardi dernier en marge de l'audience que lui a accordée le chef de l'Etat camerounais. A en croire le diplomate chinois, le président Xi Jinping serait disposé à recevoir son homologue à la fin du mois de mars courant. Pour cette 6^{ème} visite qui se profile à l'horizon, les deux dirigeants auront assurément sur la table des débats, des dossiers chauds en rapport avec la coopération bilatérale entretenue par leurs pays. Aussi vrai que la Chine reste à ce jour le premier pourvoyeur de Fonds du Cameroun, la question de la coopération économique et financière ne saurait être éludée au cours de cette visite. Et ce n'est pas cet aspect de la coopération qui va manquer du grain à moudre à offrir à Xi Jinping et son hôte.

L'on se souvient qu'en fin novembre-début décembre 2017, S.E. Yu Jianhua, le Vice-ministre chinois du Commerce, a effectué une visite de travail au Cameroun. C'était dans le cadre du renforcement et de l'approfondissement de la coopération bilatérale entre les deux Etats. Et aussi et surtout dans le cadre



d'une redynamisation des relations entre le gouvernement du Cameroun et la Chine. Le diagnostic qui a été fait sur la nature de ces relations était peu reluisant. Tenez ! En rapport avec bon nombre de projets structurants financés par la Chine, les responsables du ministère de l'Economie ont relevé le fait que plusieurs difficultés entachent la dynamique de la coopération entre la Chine et le Cameroun. Notamment, la libération tardive des emprises des projets ; la lenteur dans le paiement des charges dédiées au démarrage des travaux (prime d'assurance, commission de gestion, fonds de contrepartie) ; la résistance des entreprises chinoises à payer la Taxe spéciale sur le revenu qui contribue à alourdir le service de la dette ; le non-respect des enga-

gements contractuels (mécanismes de remboursement des prêts dédiés à la construction du Port en eau profonde de Kribi et l'acquisition des avions MA60).

Autant de griefs que Paul Biya et son homologue chinois devront adresser en vue de redynamiser les relations entre Yaoundé et Beijing. Car, le non respect des clauses contractuelles par la partie camerounaise et les lenteurs dans le paiement du service de la dette ont pour conséquence, un durcissement des conditions et un rétrécissement du volume des financements octroyés par Eximbank-Chine. Seul bailleur de fonds chinois à mesure d'offrir des financements à des taux concessionnels. Aussi, la visite permettra à Paul Biya de scruter l'avenir avec le nouveau gouvernement chinois qui sera en place

au sortir des travaux de la 13^{ème} session de l'Assemblée nationale qui se déroulent depuis le 5 mars dernier. Et dont il aura l'occasion de rencontrer certains membres tel qu'annoncé par l'ambassadeur chinois.

Projets structurants

Bon à savoir, la Chine reste le premier bailleur de Fonds du Cameroun. Avec un volume d'interventions directes estimées à un peu plus de 3000 milliards Fcfa en 2017. Elles se font à travers les instruments financiers mis en place tels que les prêts et autres dons octroyés par le gouvernement et les banques commerciales chinoises. Des investissements qui font la part belle aux projets structurants réalisés ou en cours au Cameroun. On peut citer entre autres, la

construction des autoroutes Yaoundé-Douala et Kribi-Lolabé ; le projet d'alimentation en eau potable du fleuve Sanaga ; le barrage hydro-électrique de Bini à Warak ; le projet des logements sociaux ; le réseau national de la large bande ; le Plan national des Télécommunications d'urgence ; la centrale hydro-électrique de Mékin, dont les travaux se sont achevés en août 2016. En février 2017, les deux parties ont signé l'accord de prêt pour les ouvrages des lignes d'évacuation d'énergie du barrage hydro-électrique de Memve'ele.

Volume des financements

Par ailleurs, notons que selon le ministère de l'Economie, le gouvernement a souhaité mener un plaidoyer en vue de solliciter l'appui du gouvernement de Chine pour le financement additionnel de l'autoroute Yaoundé-Douala sur le guichet des prêts préférentiels. Et de respecter autant que faire se peut les engagements pris dans le cadre des conventions signées à travers notamment le service de la dette conformément aux clauses contractuelles, le paiement de la prime d'assurance des projets (ligne d'évacuation de Memve'ele, Barrage de Bini à Warak), la signature des Accords relatifs aux mécanismes de remboursement des prêts dédiés à la construction du Port en eau profonde de Kribi et l'acquisition des Avions MA60. Enfin, à long terme, le gouvernement du Cameroun envisage de conduire des actions de lobbying afin de relever le volume des financements à mobiliser sur les guichets concessionnels et préférentiels.

Achille KAMGA



Le Messenger

1979 - 2018 **Quotidien**

Au service de la vérité, et toujours à l'écoute du peuple !

Agence Centre - Sud - Est

Yaoundé
(Marché Ane Rouge)
B.P. 2915
Tél/Fax: (237) 22 23 78 01

Direction - Rédaction - Centrale
Administration - Commercial

Rue des écoles

(entre carrefour Aïtal et Corcelle)
B.P. 5025 Akwa - Douala (Cameroun)
Rédacteur en chef: 33 05 95 27

Coordonnateur de la rédaction: 33 12 35 61 / 33 05 95 32
Secrétariat: 33 42 04 39
Commercial: 33 12 69 61
Tél/Fax: (237) 33 42 53 74 République du Cameroun
E-mail: lemessager@lemessager.net

Agence Ouest & Nord-Ouest

Bafoussam
(Carrefour Madeira)
Tél (237) 75 48 00 06
Com: 94 98 46 56

Le Messenger est distribué et lu à travers le triangle national, et sur le net: www.lemessager.net

TSEP HOTEL "LE DUVET" □

Yaoundé - Tél/Fax: (237) 22 20 12 93



- Bar et restaurant.
- Chambres climatisées
- Télé - câblée.
- Parking sécurisé.
- Salle de conférence.

Pour Agrémenter votre séjour dans la capitale

Une seule adresse : TSEP HOTEL « LE DUVET »

Tél/Fax : (237) 222.20.12.93

Rue John Ngu Foncha - Yaoundé (Cameroun)

- Situé à Tsinga à côté de l'Eglise Christ Roi

Les conseils de Jean-Marie Atangana* aux personnes visées

À vous qui avez quelque raison de penser que vous êtes dans le viseur, ou simplement que vous pourrez un jour être dans le viseur de l'opération « Epervier » ;

À vous qui pensez avoir essayé, toute votre carrière durant, d'être un serviteur de l'Etat, pratiquant la probité et l'intégrité comme des moines leurs vœux, mais que « Epervier » pourrait aussi chercher, voire attraper ; À vous aussi qui pilotez cette opération ou qui en êtes les instruments volontaires ou involontaires, vous qui pensez bénéficier d'une immunité à vie du fait de vos fonctions actuelles et qui pensez n'avoir jamais à faire avec une telle opération, ce qui suit pourrait vous être utile un jour. Voici quelques infos, quelques trucs qu'il est bon de connaître ; j'y ajoute volontiers quelques conseils que mon expérience me permet de partager avec vous aujourd'hui. Il s'agit de choses sans importance, lorsque vous êtes en liberté. D'ailleurs je ne leur accorde pas non plus une importance vitale. Mais je pense que vous pouvez y trouver quelque utilité, même minime. Elles ne sont pas classées par ordre d'importance. J'ai essayé, par souci de commodité pratique, de les regrouper par secteur ou zone d'intérêt ou d'activité. Tout le monde n'est pas obligé de tout lire.

I. Dès les premières rumeurs sur l'envoi des services du contrôle supérieur de l'Etat dans la structure que vous dirigez, que vous avez dirigé ou qui vous emploie

1) Renseignez-vous auprès de cadres de ces services, si vous en connaissez qui ont votre confiance. Mieux encore, vous pouvez, si vous avez des relations au Secrétariat général de la Présidence, essayez d'obtenir la bonne information confirmant ou non l'envoi d'une mission de contrôle. Ne sollicitez pas les ministres pour ce type de renseignement ; comme chacun a peur de perdre son maroquin, aucun ne vous donnera la bonne information. Les courageux et honnêtes vous diront qu'ils sont tenus par une obligation de réserve ; les falots, (et il pourrait s'en trouver même parmi les ministres du gouvernement) vous diront qu'ils ne sont pas au courant. Tant que vous êtes en situation de vous faire quelques amis, veillez à en avoir parmi les conseillers, chargés de mission et Attachés de la Présidence ; cela peut toujours servir. Comme il s'agit généralement de hauts fonctionnaires, ils pourront vous faire quelques confidences indirectes, sans violer le secret des dossiers qu'ils traitent. En tout cas, il faut savoir se faire un petit réseau d'information aux endroits stratégiques. Je ne vous conseille pas ces méthodes de basse corruption consistant à couvrir de cadeaux, sinon à rémunérer les secrétaires ou assistantes des hautes personnalités du Secrétariat général de la Présidence de la République. Je peux vous dire que certains l'ont fait de manière efficace ; mais je trouve ces méthodes ignobles.

2) De toutes les façons, dès ces premières rumeurs, fondées ou non, commencez à mettre en ordre vos dossiers, particulièrement les documents relatifs à la gestion que vous avez assurée dans le cadre de votre poste actuel ou de votre poste précédent. Il faut surtout veiller à obtenir et à mettre en sécurité, copie ou photocopie de tout document dont vous pourriez avoir besoin un jour, pour établir que vous avez toujours exercé vos fonctions en respectant les lois et les règlements de la République. Soyez conscient que cet Epervier-là vient toujours comme un voleur, vous laissant à peine le temps de vous retourner. Et si vous êtes pris dans ses griffes, vous vous rendez compte, tardivement, des difficultés à obtenir, même de vos collaborateurs les plus « fidèles » d'hier, le moindre document, la moindre information pou-

vant vous aider à défendre votre cas.

3) Faites un bilan de santé aussi approfondi que possible ; veillez aussi à recevoir ou actualiser les vaccins essentiels, contre la tuberculose, la méningite, le tétanos, la typhoïde, le choléra Ce sont des choses qui pourraient ne plus vous être d'un accès facile pendant quelques temps, dès que vous êtes pris.

4) Si vous avez quelque différend avec votre épouse, vos frères et/ou sœurs, vos enfants, résolvez-le ; trouvez les solutions appropriées aux problèmes de famille qui relèvent de votre autorité ou de votre intérêt. Le seul havre de paix à préserver à tout prix, quand on peut être menacé par Epervier, c'est sa famille ; les plus fidèles et sincères attentions viennent souvent des membres de la famille ; pas exclusivement heureusement. Mettez votre orgueil de côté, et vous vous rendrez vite compte qu'à dire vrai, il n'y a pas de problème insoluble en famille. Au fil des mois et des années passées derrière les barreaux, j'ai acquis la conviction que le temps et l'éloignement sont les remèdes les plus efficaces contre les problèmes de famille ; par ailleurs j'ai le sentiment profond que Dieu et tout l'univers complotent toujours en faveur de ceux qui recherchent la paix entre les hommes.

5) Essayez aussi de mettre en ordre votre situation financière : vos engagements, vos dettes, vos débiteurs et le montant de ce qu'ils vous doivent. De préférence, faites-vous payer ce qui vous est dû, par les amis, les relations, les collègues et l'Administration ; parce qu'après, cela peut s'avérer difficile, voire impossible de récupérer son dû, non seulement parce que vous n'aurez pas le temps d'aller réclamer à vos débiteurs le paiement de leurs dettes, mais, malheureusement, certains d'entre eux se révéleront d'une telle mauvaise foi qu'ils diront à vos émissaires qu'ils ne se souviennent pas vous devoir quelque chose. Si vous avez commencé à acheter un bien immobilier, veillez à ce que les papiers soient à jour, tel qu'ils ne puissent pas être contestés. Les hommes sont surprenants, surtout quand vous croyez les connaître.

6) Si vous utilisez une méthode ou un système de prévention contre le paludisme, assurez-vous que cela peut fonctionner efficacement dans un environnement ouvert, particulièrement propice à la prolifération des moustiques.

7) Pour ne pas être traumatisé par certaines conditions de vie dans les lieux de détention, peut-être vous serait-il utile de vous exercer à dormir dans des lits pour enfant, de dimension 1,90 m sur 0,90 m. Ce type d'exercice peut être d'autant plus indispensable que vous êtes de corpulence imposante, et que vous avez abandonné ce genre de lit à l'adolescence. Le plus simple serait de remplacer votre enfant dans son lit, de temps en temps, lui dormant dans le vôtre ; il prendra cela pour un jeu et il appréciera. Parce qu'il est plutôt rare d'avoir un lit individuel, il vaut mieux que cet exercice se fasse dans un lit dit à étages ; exercez-vous à dormir dans le lit en bas, dans celui du milieu, et aussi, de temps en temps, dans celui du troisième niveau.

8) Apprenez à dormir dans une pièce, avec six ou sept personnes, que vous connaissez ou à peine, avec chacun son histoire, son rapport à l'autre, son adhésion ou non aux règles de vie en société ; certains, au retour du tribunal ou du parquet, pleureront, crieront ou riront sans arrêt ; ne vous en formalisez pas trop : ce sont diverses réactions observées à la suite d'une consommation excessive d'alcool. En tout temps, il s'agira de s'entraîner à conserver son flegme

9) De même, je puis dire qu'il est recommandable de s'entraîner à utiliser les toilettes à la turc ; vous voyez ce genre de WC où on s'accroupit pour se soulager. Si vous n'en avez ni chez vous en ville ni

chez vous au village, exercez-vous à rester accroupi pendant quelques minutes, en tout cas le temps usuel pour vous pour ces activités-là (parce qu'il n'y a pas de norme en la matière autant que je sache) ; faites-le deux à trois fois par jour, quatre à cinq fois par semaine. D'ailleurs même ici en prison, un des exercices le plus pratiqué pendant les séances de sport, consiste à s'accroupir, pendant quelque minutes, cinq à dix fois par séance. C'est fort utile ; il faut, quel que soit l'âge, conserver ou préserver une certaine souplesse de ses genoux.

10) Apprenez aussi à pratiquer l'abstinence ; observez le carême ou le ramadan, selon votre religion, de la manière la plus rigoureuse ; cela pourra vous être très utile en milieu carcéral. Moi qui pensais jadis que l'abstinence était réservée aux prêtres et religieux surtout ceux ayant choisi de rester cloîtrés, eh bien j'ai découvert que tout homme en est capable, de gré ou de force, sans provoquer une grave maladie. À vrai dire, cela vient tout seul ; l'environnement est tel que les premières semaines, vous ne pensez pas à ces choses-là ; et puis, le temps passant, vous vous habituez à vivre, « normalement », sans certaines joysesses.

11) Si vous n'avez jamais été un féru des jeux dits de société, il semble fortement indiqué d'apprendre à jouer à deux ou trois des jeux les plus prisés dans ces milieux, le jeu de dames, le songo, le Ludo, le scrabble, un des nombreux jeux de cartes...

12) De temps en temps, faites un tour dans une morgue, pour voir emmener ou emporter des corps de personnes qui viennent de décéder. Cela vous évitera d'être choqué ou bouleversé par le spectacle, au moins hebdomadaire, parfois quotidien à la saison des épidémies, de ces corps que l'on sort sur la même civière de tissu couleur vert, emmaillottés dans des draps plus ou moins propres. Au début, c'est toujours difficile de vivre ce spectacle comment s'achève la vie d'un détenu, en détention provisoire, condamné-innocent ou condamné-coupable ; la mort ne distingue pas ici entre les coupables et les innocents, entre les jeunes et les plus âgés, entre les détenus des quartiers spéciaux et ceux des quartiers populaires (Kosovo). Le plus pénible a toujours été ces corps non réclamés par les familles, plus de deux jours après le décès, et que d'autres détenus, encadrés par des gardiens de prison, vont inhumer dans le cimetière public de Ngoulemekong, sur la route de Soa, dans des fosses communes, sans aucune identification. C'est triste, c'est dommage, mais c'est ainsi. D'où l'intérêt de se préparer à tout ceci.

II. Au niveau de la police judiciaire

vous recevez votre première convocation à la Direction de la Police judiciaire, la fameuse PJ, préparez-vous à franchir la porte d'entrée du labyrinthe des humiliations et du déshonneur. On en ressort rarement libre ; on peut dire, sans exagération, que 90% des personnes convoquées à la Police judiciaire, dans le cadre de l'opération Epervier, finissent par être mises en garde à vue, puis par être placées en détention provisoire.

14) N'accordez pas une importance excessive aux textes de loi qui précisent, entre autres, que la garde à vue ou la détention provisoire sont des mesures exceptionnelles, qui ne devraient pas être prises à l'encontre de personnes disposant d'un domicile connu et donnant des garanties de pouvoir se présenter à toute convocation ou réquisition. N'envisagez pas de faire des réclamations ; il s'agit de dispositions légales à large spectre d'interprétations. Laissez les textes dans leurs beaux fascicules et apprenez à vivre

une autre réalité, décontextualisée. La préparation dont je parle ici est surtout d'ordre psychologique, mental et spirituel. Il faut savoir que vous allez franchir le grand portail d'entrée de la PJ, sous les regards de badauds, qui sont toujours agglutinés devant cette bâtisse, vieille et lugubre ; certains d'entre eux vous jetteront des regards de suspicion voire de haine, parce que, matraqués par une certaine presse (y compris officielle), ils vous feront porter la charge de leurs difficultés de vie et de leurs misères ; d'autres, sans doute instruits par les expériences similaires de leurs proches, parents et amis, auront des regards pleins de pitié, pour cette autre victime de l'Epervier.

15) Quant aux agents de police, que vous rencontrerez en entrant, leurs attitudes envers vous dépendront de leur niveau d'éducation générale, les plus instruits étant généralement les plus courtois et aussi les plus sceptiques par rapport à cette opération Epervier, et les moins instruits vous traitant déjà comme un présumé coupable.

16) Préparez-vous à être interrogé par des fonctionnaires de police qui ont rarement reçu une formation appropriée tant en Finances publiques que dans le fonctionnement des institutions de l'Etat ; en général ils n'ont aucune expérience pratique dans ces matières. Ils vous feront parler, sur tout, sans un ordre précis, à la recherche d'un mot, d'une phrase susceptible de conforter l'accusation ou les accusations qu'ils sont chargés d'établir. Avec l'expérience acquise, beaucoup de ceux qui sont passés par la PJ et qui se retrouvent aujourd'hui en détention, sont d'avis qu'il vaut mieux, dans votre intérêt (d'accusé), à la phase de l'enquête préliminaire de la PJ, faire usage de son droit de garder le silence, se réservant de parler ultérieurement devant un juge d'instruction. Un tel choix peut aussi présenter l'avantage d'écourter votre séjour dans l'une des cellules de la PJ, ou ce qui en tient lieu occasionnellement.

17) La pièce inaugurée par les ministres Abah Abah et Olanguena Awono, arrêtés en avril 2008, et qui fut après utilisée par d'autres comme Otele Essoba et moi, est probablement l'endroit le plus infect, le plus invivable de ce triste et laid bâtiment, encore que certains aient, lors de leur bref passage, essayé d'améliorer l'une ou l'autre chose de cette cellule. Les bruits provenant de la gare ferroviaire, en activité permanente, juste en contrebas de la PJ, ne vous permettent pas d'avoir un sommeil simplement convenable. Ce qui tient lieu de toilette à cet endroit est seulement indescriptible ; tout comme l'est le concert que vous imposent les moustiques qui infestent cette pièce. On voudrait torturer des gens sans en donner l'impression que l'on ne pourrait pas faire mieux. C'est une pièce à éviter à tout prix, si vous le pouvez !

18) C'est sans doute l'expérience la plus dure dans le tunnel qui vous conduit à la prison. Vous découvrez plus tard que l'inconfort de la prison est plus supportable que les conditions de votre garde à vue à la Police judiciaire. Par-dessus tout, et malgré tout, c'est l'endroit où il faut faire appel à toutes ses énergies intérieures pour conserver sa dignité. Toute faiblesse, toute lamentation, toute demande de pitié, ne peut que desservir votre cause ; les commanditaires et les exécutants de votre arrestation en feront un sujet de franche rigolade, et ils en livreront quelques confidences à des médias, pour l'information de votre épouse, de vos enfants, de vos parents, de vos frères et sœurs, de vos amis et proches, ainsi que pour la plus grande satisfaction de vos adversaires et détracteurs.

A suivre

*Ex-Sgpr en prison

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

FIAC

FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA

**LA FÊTE DU COMMERCE
DU 24 MARS AU 8 AVRIL 2018
AU COMPLEXE CAMTEL DOUALA - BEPANDA****Consommons
Camerounais
—
Produisons
Camerounais****S'exposer pour
mieux exporter****SOUSCRIPTION
Conditions spéciales
jusqu'au 31 janvier 2018****1^{ère} Edition****CONTACTEZ-NOUS:****222 214 415 / 675 293 591 / 699 93 95 88**Email : info@interprogress.org www.flacdouala.org  **FIACDouala****OBSEQUES de
Mme MBOULA SOPPI Jeannine**

Décédée le 10 Février 2018

Epse du Rév. Pasteur le Pr. HENDJE TOYA
Jean Samuel Président Général de EEC**15 Mars 2018****20h00 : Grande veillée sans corps à
la paroisse du cinquantenaire****16 Mars****11h00 : Mise en bière à la morgue de
l'hôpital militaire de Douala****12h00 : Culte au Temple du centenaire****14h00 : Transfert de la dépouille mortelle
à Banya I (Yabassi)****20h00 : Veillée à Yabassi****17 Mars****09h00 : Culte et inhumation**

Scènes

Limbe prépare son 5ème festival culturel

Cet évènement annuel, baptisé Limbe festival of arts and culture (Limbe-Festac), se déroulera du 7 au 14 avril 2018 à la cité balnéaire, dans la région du Sud-Ouest.

La ville de Limbe dans la région du Sud-Ouest va vibrer du 7 au 14 avril 2018 au rythme du festival des Arts et de la culture, baptisé Limbe festival of arts and culture (Limbe-Festac) 2018. Rendu à sa 5^{ème} édition, cet évènement culturel est une plateforme d'échange de culture, qui met en exergue les particularités des différentes communautés camerounaises et africaines installées dans cette ville cosmopolite. A quelques jours du lancement des activités, le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Limbe, Motanga Andrew Monjimba, a présenté les contours de cet évènement annuel et son importance pour la cité balnéaire, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue, lundi dernier à la salle de conférence de la Communauté urbaine. Selon le délégué du gouvernement, le Festac est un espace qui donne l'opportunité à toutes les communautés qui vivent dans cette ville, de montrer leur sens de responsabilité, de maturité et de discernement, des qualités avec lesquelles,



elles contribuent au développement de cette ville plus que centenaire.

C'est aussi l'occasion, dit-il, de consolider les liens sociaux qui unissent ces communautés, et qui font de Limbe une ville cosmopolite exceptionnelle au Cameroun. « Pendant 8 jours, Limbe sera une destination privilégiée des amoureux des arts et de la culture et aussi pour de nombreux touristes qui souhaiteront découvrir le savoir-faire de ses habitants.

Après 4 éditions, le Festac est devenue une grande institution et un héritage capable de résister aux tempêtes et d'aller de l'avant. Grâce à Limbe Festac, nous avons pu montrer au Cameroun et au monde que l'intégration nationale et surtout la vie paisible de nos diverses communautés, trouvent sa véritable expression à Limbe, une ville de vivre ensemble », explique le délégué du gouvernement. Occasion pour Le Messenger que Limbe a eu par le passé

un maire d'origine togolaise du nom de Body Lawson.

Cette 5^{ème} édition sera marquée par la célébration du 160^{ème} anniversaire de la ville Limbe, qui a vu le jour en 1858 sous le nom de Victoria. A en croire le délégué du gouvernement, les conditions particulières de sécurité ont été prises, à cause de la crise sociopolitique qui sévit dans les régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest afin de protéger les personnes qui feront le

déplacement de Limbe. Placé sous le thème « Ensemble pour célébrer l'amitié, ensemble pour célébrer le vivre ensemble », le Festac sera meublé des danses traditionnelles, des expositions ventes, des courses de pirogues (hommes et femmes), principale innovation de cette édition, de la parade culturelle des différentes communautés et de l'élection Miss Limbe.

Marie Louise MAMGUE

Wasso Norbert Binde : «Limbe-Festac est une manifestation du vivre-ensemble»

Le responsable de la commission communication et publicité du Limbe festival of arts and culture (Limbe-Festac) présente la particularité de cet évènement culturel et son apport dans la promotion des cultures camerounaises et d'Afrique en général.

Qu'est-ce qu'il faut savoir d'une manière générale de Limbe-Festac ?

Limbe-Festac, rendu à sa cinquième édition cette année, est une fête de toute la communauté de Limbe, de toutes les tribus qui constituent sa population. Pendant huit jours, toutes les communautés qui vivent à Limbe vont exhiber leur culture, partager avec le public son art, leurs us et coutumes. L'objectif de cette initiative est de promouvoir les différentes cultures qu'on retrouve dans cette cité cosmopolite. Depuis 1858 que la ville de Limbe a été fondée, elle est devenue une cité par excellence de partage de culture. C'est donc pour cette raison que nous avons jugé nécessaire



depuis cinq ans, de créer un évènement qui permet à tous les peuples et communautés de

mettre en valeur leur savoir-faire et leur culture. C'est dans cette logique, que le délégué du

gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Limbe, Motanga Andrew Monjimba, a insisté sur le fait que Limbe-Festac est un évènement exceptionnel au Cameroun, qui traduit la force et la diversité des peuples et exprime suffisamment la politique du vivre ensemble prônée par le président de la République. Donc, Limbe-Festac est une manifestation du vivre-ensemble. Nous pouvons même affirmer que c'est un festival international, parce qu'en dehors des Camerounais, nous invitons les Nigériens, les Togolais, les Ghanéens. Ce sont des communautés qui vivent avec nous depuis plusieurs années.

Qu'est-ce qui fait la particularité de cette 5^{ème} édition ?

La célébration de cette année, coïncide avec la célébration du 160^{ème} anniversaire de la ville de Limbe. Limbe a été fondé en 1858 sous le nom de Victoria. Donc, nous allons célébrer deux évènements en un avec un accent particulier sur les 160 ans. Il y aura beaucoup d'innovation. Par exemple, nous allons procéder à une élection miss, qui cette année ne sera pas Miss Festac, mais plutôt Miss Limbe.

Nous avons aussi pensé à ériger un monument, pour marquer et symboliser cette commémoration. Comme chaque année, nous aurons aussi entre autres, les danses traditionnelles, les expositions ventes, la course de pirogues (hommes et femmes), la parade culturelle des différentes communautés,

Les conditions sécuritaires dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest sont critiques en ce moment. Est-ce que les organisateurs du festival ont tenu compte de ces paramètres ?

C'est depuis 2017 que nous sommes confrontés à cette situation. Nous avons réussi l'année passée, à organiser ce festival sans aucun incident majeur, nous avons même été surpris de sa réussite. Cette année, les dispositions particulières ont été prises. Il y a une commission de sécurité dans le Comité d'organisation, parrainée par le préfet du département du Fako. Donc, les mesures spéciales seront prises pour la sécurité du public, parce que l'évènement commence à 14 heures et s'achève autour de 21 heures tous les soirs, avec des spectacles de musique.

Réalisé par M.L.M.

OLYMPISME

Le trophée des valeurs olympiques décerné à Paul Biya

En prélude à la cérémonie d'inauguration du Centre académique d'études olympiques (Caeo) qui se tient ce jeudi à Yaoundé, les membres de l'association des Académies nationales olympiques d'Afrique (Aanoa) se sont réunis hier, 13 mars, pour la cérémonie d'ouverture de la 4^{ème} session des Ano.

Yaoundé accueille depuis lundi 12 mars 2018, plusieurs membres de l'Aanoa, en vue de participer aux instances internationales de ladite association, dont les travaux ont débuté mardi pour s'achever le 17 mars 2018. Venus notamment de l'Algérie, l'Angola, l'Éthiopie, l'Égypte, la Sierra Leone, la Somalie, la Tunisie, la Zambie, les Comores, la Swaziland, la Côte-d'Ivoire, Sao Tome et principe, la République centrafricaine et aussi du Congo, Ghana, Kenya, Lesotho, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Sénégal, Seychelles, Soudan, Tchad, Togo, pour se joindre à leurs confrères du Cameroun, c'est avec beaucoup d'enthousiasme qu'ils ont pris part à la toute première session ordinaire du Conseil d'administration du Centre académique d'études olympiques (Caeo), qui s'est tenue mardi 13 mars 2018 à Yaoundé.

Une occasion qui a permis à ces hommes et femmes de tabler entre autres, sur l'adoption des documents de fonctionnement du Caeo. Pour le président du



Comité national olympique et sportif du Cameroun (Cnosc), Hammad Kalkaba Malboum, « c'est un moment historique que nous marquons par notre présence à l'occasion de cette réunion car c'est la toute première et surtout que nous sommes là pour donner une nouvelle dimension au mouvement olympique africain dans un concept qui accompagne forcément la compétition sportive et nous sommes très heureux que le Cameroun ait été choisi pour abriter ce centre ».

Biya adoubé, Tabi Manga honoré

Hier, mercredi 14 mars, tous les membres du Comité national olympique (Cno), des académies nationales olympiques (Ano), du Cnosc, de l'Académie nationale olympique du Cameroun (Anoc), du Centre académique d'études olympiques (Caeo), de l'Association des académies nationales olympiques d'Afrique

(Aanoa), de l'Académie internationale olympique (Aio), de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (Acnoa), et les différents invités ont pris part à la 4^{ème} session des Ano d'Afrique en vue de la préparation de la cérémonie d'inauguration du tout premier Centre académique d'études olympiques (Caeo) du continent africain. Et ce, grâce au soutien du président de la République Paul Biya et du gouvernement camerounais.

Suffisant donc pour que l'Aanoa par la voix de son président, Dr Ridha Layouni, décerne le trophée d'Aanoa pour les valeurs olympiques au premier sportif camerounais. « Nous avons eu le soutien du Président de la République du Cameroun dans notre long travail de création de ce centre et à ce titre, l'Aanoa a décidé de lui décerner le trophée d'Aanoa pour les valeurs olympiques. Il devient ainsi le tout premier président dans le monde, à recevoir un tel

trophée », explique-t-il. Faisant d'une pierre deux coups, l'on a également procédé à l'installation du Pr Jean Tabi Manga au poste de directeur général du Caeo, qui entre ainsi dans l'histoire en étant le tout premier directeur en charge de cette illustre institution. Une occasion que l'ancien recteur de l'université de Yaoundé II Soa a saisie pour dévoiler en quelques lignes, son plan d'action.

Politique de la recherche et de la coopération

« Après le conseil d'administration qui s'est tenu hier, nous avons adopté la programmation et lorsque les budgets seront mis en place à la suite des contributions des organisations et des États membres, nous allons commencer le déploiement avec la mise en place d'une politique générale de l'éducation aux valeurs olympiques, la mise en place d'une politique de la recherche et de la coopération ». Et d'ajouter, « nous allons aussi lancer un appel aux institutions universitaires du Cameroun et d'ailleurs pour la création des aires olympiques à l'intérieur des universités ; suivre de très près académiquement les différents doctorants qui vont s'y inscrire en leur octroyant des bourses par l'appui de l'Acnoa, de manière à ce que nous puissions approfondir toutes les modalités d'appropriation des valeurs olympiques ancrées dans les cultures africaines ». L'inauguration du centre académique d'études olympiques qui aura lieu tout à l'heure, marquera sans doute, le début de la concrétisation d'un rêve devenu réalité.

Rostand TCHAMI (Stg)

SERGE GUEBOGO

«Mettre les bouchées doubles pour atteindre nos objectifs»

Entraîneur principal de Dynamique de Bokito, finaliste de la Coupe du Cameroun de handball en 2017, le technicien explique les changements opérés chez la vice-championne du tournoi de pré-saison qui a renforcé l'effectif avec des joueuses du Tkc et de Fap.

Comment se porte Dynamique de Bokito ? En ce moment, Dynamique de Bokito se porte bien. Le week-end dernier, nous avons pu faire une première évaluation de tout le travail fait jusqu'ici à travers une compétition nommée « Tournoi d'ouverture de la saison 2018 » où nous avons malheureusement perdu en finale. Mais nous avons tiré beaucoup de leçons de notre passage et de notre défaite. D'ailleurs, nous avons derechef réorienté le travail vers toutes les observations faites durant le week-end de la finale de la compétition, le 3 mars 2018.

Vous avez achevé la saison dernière avec deux défaites amères, l'une en finale de coupe du Cameroun, l'autre en finale des play-offs. Une défaite toujours en finale cette fois du Tournoi de pré-saison, n'est ce pas un mauvais présage ?

Non. Vous savez, les années antérieures, Bokito ne jouait pas deux finales. Si nous devons évaluer le travail qui a été fait la saison passée, nous verrons que nous avons été l'équipe la plus constante dans la saison. Deux finales, ce n'est pas donné. Maintenant tout projet met du temps pour murir, il se construit et puis d'ici quelques années, on pourra donc juger le projet s'il a porté des fruits ou pas. Mais nous sommes convaincus



que ce projet est porteur. Parce que, si avec une équipe aussi diminuée que Bokito, l'année dernière, on a pu jouer deux finales, il faut tirer un coup de chapeau aux filles, elles sont braves. Nous allons entrer dans le championnat et ça va nous faciliter les retouches à faire. Nous mettrons les bouchées doubles pour que les objectifs de cette préparation physique spécifique soient aussi atteints.

Fap c'est votre premier adversaire en championnat, et c'est la même équipe qui vous a battu en finale du championnat la saison passée. Comment vous allez aborder cette rencontre ?

Comme toutes les autres rencontres, avec beaucoup de sérieux et de détermination. Aucune équipe n'arrive sur le terrain avec une crainte. On respecte Fap, mais on va dérouler notre jeu et puis il ne faut pas aussi perdre de vue que ce n'est pas ce match qui fera de nous ou de FAP le champion du Cameroun. Il y aura encore une nette évaluation durant cette rencontre et tous les enseignements que nous allons tirer de cette rencontre, vont nous permettre de mieux construire notre équipe, pour atteindre l'objectif final qui est de remporter des titres.

Ce groupe qui a fait bonne impression la saison passée, est-ce que vous l'avez gardé ?

Oui et on peut être fiers parce que nous n'avons pas perdu de joueuses. Si oui, deux gardiennes qui n'étaient pas des titulaires la saison passée. Mais nous nous sommes plutôt renforcés en qualité et en quantité par rapport aux postes où nous étions déficitaires. Quand il y a de nouvelles joueuses, il faut du temps pour que la mayonnaise prenne. C'est pour cela que nous ne sommes pressés, on sait qu'il faut construire le jeu, il faut travailler les automatismes, la complicité entre les joueuses qui étaient déjà là et les nouvelles venues. Cela va prendre du temps, mais nous sommes sûrs que nous sommes sur la bonne voie. Avec ce groupe d'environ vingt-cinq joueuses et cinq encadreurs techniques et médicaux, nous espérons atteindre les objectifs qui nous ont été assignés par nos dirigeants, c'est-à-dire le doublé (coupe et championnat) et aller le plus loin possible en compétition africaine. Et telles que les choses sont faites, nous pensons que Dynamique va bien représenter le Cameroun au mois d'avril en Egypte.

Propos recueillis par C.T. avec Fécahand

EN BREF...

LIONS INDOMPTABLES

Comprendre le rassemblement de Paris

Le rassemblement des bannis et auto-exclus de la sélection nationale la semaine dernière à Paris autour de Samuel Eto'o et de Maître Dieudonné Happi a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Plusieurs raisons justifiaient cette levée de bouclier, surtout que seulement quelques seulement joueurs ont répondu à l'appel. Outre Idriss Carlos Kameni, Allan Nyom et Kana-Biyik qui sportivement sont un peu à la traîne, d'aucuns estiment que cette réunion se devait d'être inclusive. Gaétan Bong, très bon en Angleterre avec son club de Brighton, Joel Matip qu'on ne présente plus, Nicolas Nkoulou qui a pris du recul de l'équipe nationale, mais qui n'a pas pris sa retraite, etc, se devaient aussi d'être présents ou représentés pour parler d'ouverture. La question a été posée à Dieudonné Happi par nos confrères de Canal Plus. « Il était important qu'avant l'arrivée du nouvel entraîneur qu'on puisse avoir une équipe où il fait bon vivre, une équipe assez soudée, une équipe qui évolue dans la sérénité. Il était important que ces pb qui procèdent davantage des problèmes de diplomatie soient résolus avant l'arrivée du nouvel entraîneur de manière à ce que librement qu'il n'ait aucune difficulté à faire appel à tel ou tel joueur. »

MAROC

El Kaabi dans la liste des 28 de Renard

En pleine préparation du Mondial 2018, le Maroc a programmé deux matchs amicaux à la fin du mois. Les Lions de l'Atlas affronteront d'abord la Serbie le 23 mars à Turin en Italie puis l'Ouzbékistan le 27 mars à Casablanca. Dans cette optique, le sélectionneur Hervé Renard a dévoilé hier mardi sa liste de 28 joueurs convoqués. Aux côtés des têtes d'affiche Benatia, Dirar, Belhanda, Harit, Ziyech, Boufal et Boutaib, on retrouve évidemment Ayoub El Kaabi, meilleur joueur et buteur (9 réalisations) du Chan 2018 remporté avec les Lions locaux et convoqué pour la première fois en A. Coéquipiers à Utrecht, Yassin Ayoub et Zakaria Labyad signent également leur grand retour en sélection avec le Nantais Yacine Bammou. Pas de trace en revanche du défenseur central Jawad El Yamiq (fraîchement transféré au Genoa où il ne joue pas) ni du percutant Ismail Haddad (Wydad), déterminants dans la conquête du Chan, ce qui provoque quelques polémiques sur les réseaux sociaux. Alors qu'il retrouve tout juste l'équipe première à Saint-Etienne, Oussama Tannane manque également à l'appel, tout comme Achraf Bencharki, parti dans le Golfe, et l'attaquant Youssef El-Arabi qui rêvait d'un retour. Le Dijonnais Fouad Chafik est absent sur blessure, à l'instar d'Adel Taarabt (Genoa) qui voit un éventuel retour s'envoler pour raisons médicales.